

**Siegfried André [1985-1959]
(1942)**

AMÉRIQUE LATINE

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel: mabergeron@videotron.ca . [Page web](#).

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
Courriels : marcelle_bergeron@uqac.ca; mabergeron@videotron.ca

André SIEGFRIED

Amérique Latine.

Paris : Librairie Armand Colin, 3^e édition, 1942, 177 pp.

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

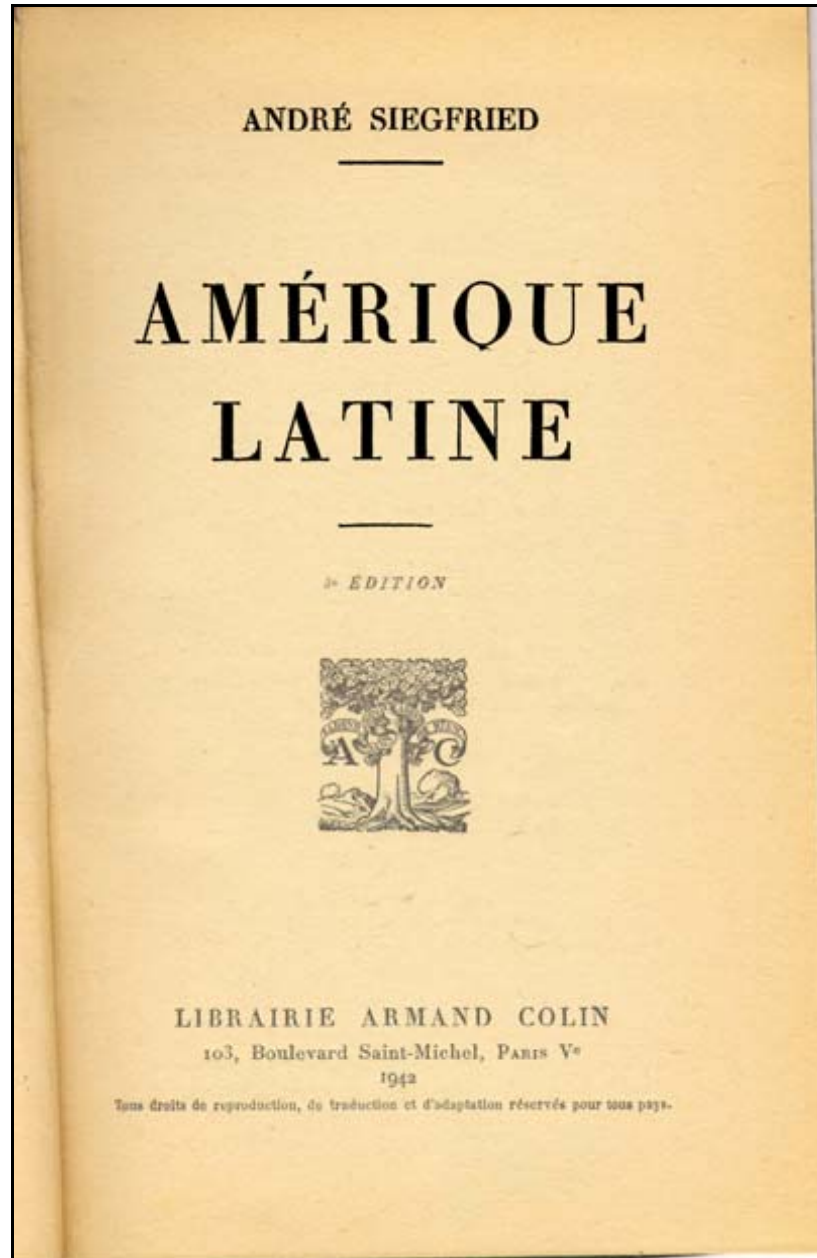
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 4 décembre 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



André Siegfried
(1942)



Paris : Librairie Armand Colin, 3^e édition, 1942, 177 pp.

REMARQUE



Siegfried André [1985-1959]

Ce livre est du domaine public au Canada parce qu'une œuvre passe au domaine public 50 ans après la mort de l'auteur(e).

Cette œuvre n'est pas dans le domaine public dans les pays où il faut attendre 70 ans après la mort de l'auteur(e).

Respectez la loi des droits d'auteur de votre pays.

DU MÊME AUTEUR

À LA MÊME LIBRAIRIE

La Démocratie en Nouvelle-Zélande. 1 vol.

Le Canada : les deux races (épuisé).

Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République. 1 vol.
(épuisé).

Deux mois en Amérique du Nord, à la veille de la guerre. 1 vol.

Les États-Unis d'aujourd'hui. 10^e édition. 1 vol.

La Crise britannique au XX^e siècle (Collection Armand Colin), 4^e édition. 1 vol

Le Canada, puissance internationale. 1 vol.

Suez, Panama et les Routes maritimes mondiales. 1 vol.

Chez G. CRÈS et C^{ie}

L'Angleterre d'aujourd'hui, son évolution économique et politique. 1 vol.

Chez GRASSET

Tableau des Partis en France (Collection "Les Écrits"). 1 vol.

[p. 177]

TABLE DES MATIÈRES

[Introduction.](#) Dans quelle mesure il existe une Amérique latine

[Chapitre I.](#) L'aspect géographique

[Chapitre II.](#) L'aspect économique

[Chapitre III.](#) L'aspect politique

[Chapitre IV.](#) La civilisation

[p. 7]

INTRODUCTION

DANS QUELLE MESURE IL EXISTE UNE AMÉRIQUE LATINE

[Retour à la table des matières](#)

« Les Amériques », tel est le terme dont le langage populaire s'est longtemps servi pour désigner le Nouveau Monde. Il existe en effet une Amérique du Nord : l'expression *North America*, que les impérialistes anglais réprouvent, on devine pourquoi, évoque une personnalité géographique en même temps qu'une civilisation de type anglo-saxon, qui englobe, avec les États-Unis, le Dominion du Canada. Mais peut-on, dans le même sens, parler d'Amérique du Sud ou d'Amérique latine ? Le singulier, en l'espèce, ne répond-il pas à une simplification excessive ? Après plusieurs visites au Mexique et à Cuba, un périple rapide m'a permis de parcourir les Antilles, le Vénézuéla, l'isthme de Panama, le Pérou, le Chili, l'Argentine, [p. 8] l'Uruguay, le Brésil : j'en ai rapporté l'impression que tous ces pays offrent des traits communs qui permettent de les grouper dans une atmosphère Amérique latine commune, et c'est la justification du titre de cette étude.

Oserai-je aller plus loin ? Les deux sections du continent ne possèdent-elles pas, en dépit de leurs différences, des caractéristiques qui les apparentent l'une à l'autre ? N'existe-t-il pas, au singulier encore, un « nouveau monde », s'opposant globalement aux masses géographiques de l'Europe et de l'Asie ? J'en ai éprouvé non seulement le sentiment mais presque la sensation lorsqu'après sept ou huit voyages aux États-Unis j'ai, pour la première fois, pris contact avec la robuste échine des Andes, puis avec l'immensité de la Pampa.

Ainsi les deux Amériques s'éclairent mutuellement d'être comparées. De ce point de vue le panaméricanisme, corrigé du virus impérialiste qui en ferait l'instrument de puissance d'une seule nation, exprime une vérité essentielle, l'unité

fondamentale du continent américain. Les Latins, les Anglo-Saxons du Nouveau Monde respirent le même air, foulent du [p. 9] pied le même sol ; et, quand ils sont en présence des problèmes internationaux, c'est encore du même instinct politique qu'ils réagissent. M. de La Palice constaterait sans doute que les uns et les autres sont en effet américains. Mais là s'arrête la ressemblance des deux Amériques, car l'histoire leur a imposé des destinées différentes. Les Anglo-Saxons protestants du Nord, les Latins catholiques du Sud évoluent dans des cadres de civilisation distincts, ils sont de part et d'autre marqués par leur origine. C'est alors que reparaît, dans sa durable solidité, le lien de culture avec la vieille Europe : la formation britannique se retrouve aux États-Unis ; l'inspiration latine, de source méditerranéenne, dans tous les pays de colonisation espagnole ou portugaise. Entre Buenos Aires et New York il y a la parenté géographique de deux villes américaines ; mais entre Buenos Aires, Montevideo ou Rio d'une part et Barcelone, Marseille ou Paris de l'autre, il existe une autre parenté, méditerranéenne, latine, non moins évidente. L'axe géographique du continent américain est en direction Nord-Sud, mais ne méconnaissons pas un autre axe, celui des [p. 10] influences de la culture, qui va de l'Est à l'Ouest.

C'est sous le signe de cette rose des vents que doit se faire toute étude de l'Amérique latine. Pour la bien comprendre, il est indispensable, d'abord, d'avoir le sens, en quelque sorte physique, du nouveau continent, j'entends par là de connaître la saveur de son atmosphère, la couleur de ses montagnes et de ses plaines, enfin, du point de vue économique, de communier avec son optimisme, sa hardiesse, sa légèreté.... Mais il n'est pas moins important d'avoir connu la source spirituelle, qui est à la fois très loin dans l'espace et dans le temps : de même qu'il faut savoir le latin pour bien parler le français et avoir pénétré l'Angleterre puritaine pour connaître les États-Unis, il faudrait posséder à fond l'Espagne et le Portugal pour interpréter, avec une pleine intelligence, les civilisations latines au delà de l'Océan. Rares sont en somme ceux qui se révèlent capables d'envisager l'Amérique du Sud sous deux angles aussi différents : l'Américain du Nord, à son aise parmi des circonstances économiques qui lui rappellent son pays, ne comprend guère [p. 11] l'esprit latin et surtout n'arrive pas à l'estimer ; l'Européen de culture méditerranéenne se met facilement à l'unisson d'une société dont la tradition ressemble à la sienne, mais une étape reste nécessaire dans son assimilation avant qu'il se comporte, dans le domaine économique, en véritable Américain. Encore qu'elles expriment un loyal effort de compréhension et une sympathie instinctive, je ne me dissimule donc pas l'insuffisance des pages qui vont suivre.

[p. 15]

Chapitre I

L'ASPECT GÉOGRAPHIQUE

I

[Retour à la table des matières](#)

Quand on a fait le tour du continent sud-américain, un classement relativement simple de ses régions essentielles demeure dans l'esprit, basé fondamentalement sur la structure géologique : géographiquement, géologiquement, trois Amériques du Sud distinctes se peuvent en effet discerner.

Il y a d'abord, sur l'Atlantique, au Brésil, une armature primaire, socle de terres très anciennes, autrefois réunies à l'Afrique. Le Plateau des Guyanes, le Plateau Brésilien en sont les seuls restes : à cette formation appartiennent par exemple les incomparables granits noirs ou violacés de la Baie de Rio, dont on retrouve au Sud, jusque dans l'Uruguay, la trace lointaine. Sous l'humide et chaud climat du Brésil, il en résulte une nature de coloration [p. 16] riche et sombre, un peu triste, même sous la végétation tropicale, et qui s'apparente, par l'aspect, par l'atmosphère même, aux Antilles : dans un voyage commencé par la Guadeloupe, continué par le Pacifique et les Andes, terminé par Rio de Janeiro, on a l'impression d'avoir « bouclé la boucle », de retrouver à la fin la même nature qu'au début.

D'une individualité entièrement différente est le plissement tertiaire andin, qui borde le Pacifique à la façon d'un mur implacable. Sur la côte occidentale, que refroidit le courant de Humboldt, la Cordillère immense surplombe l'Océan de ses pentes arides aux couleurs de rêve : du bateau elle semble une chaîne de nacre, comme la nageoire transparente d'un poisson flottant dans un azur sans vapeur. En Colombie, sur le versant caraïbe, la Cordillère se divise en plusieurs chaînes, dont la dernière s'étend jusqu'à Trinidad, au seuil des Antilles : montagnes de coloration, de végétation désertiques, défiant la comparaison par leurs proportions formidables. C'est là, venant d'Europe, qu'on prend contact, sur la côte

vénézuélienne, avec le continent sud-américain : de suite ce [p. 17] sont les Andes, qu'on retrouvera, exactement les mêmes, au Pérou et au Chili.

Entre cette double ossature, il n'y a plus guère que des terres basses : au Nord, l'immense alluvion amazonienne, avec ses milliers de cours d'eau et son impénétrable forêt vierge ; au Sud, de formation sans doute éolienne, la plaine sans fin, l'étonnant billard de la Pampa. Quand, à travers la chaîne andine, on passe de la côte péruvienne à la forêt amazonienne, ou de l'humide et romantique Chili à la sobriété noble de la plaine argentine, le changement d'atmosphère est total... Puis, très vite, dès les environs de Montevideo, devant de petites montagnes granitiques aux couleurs tristes, qui font songer à nos Monts d'Arrée en Bretagne, on retrouve l'armature primaire brésilienne.

Ajouterai-je maintenant que, de ces trois régions, aucune ne peut apparaître totalement nouvelle au voyageur qui connaît déjà le Mexique ou Cuba, les États-Unis ou le Canada ?

D'où cette observation, grosse peut-être de conclusions, que l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud se ressemblent, s'apparentent, [p. 18] au point de ne former, dans cette partie du monde, qu'un seul et même continent, le continent américain.

Les Andes, les Rocheuses, ce sont les mêmes montagnes. Qu'on replie par hypothèse le Sud sur le Nord, la correspondance est étonnante : le Chili des Îles et la Colombie britannique, terres de forêts, de fiords et de glaciers, se font pendant ; puis le Pérou et la Californie, fauves croupes désertiques entrecoupées d'oasis ; enfin les hauts plateaux péruviens, colombiens, étonnamment semblables à ceux de l'Utah, de l'Arizona, du Mexique. Celui qui connaît les Rocheuses connaît les Andes, j'en appelle à tous les voyageurs la vue, le souvenir ne peuvent s'y tromper ! Je ressens encore le coup au cœur de mon saisissement, à Carupano (côte vénézuélienne), puis surtout à La Guayra (port de Caracas), en me rendant compte, devant cette brousse si différente de la jungle antillaise, devant des montagnes désertiques faisant penser à la robuste échine de quelque animal, que, sans l'avoir jamais vu, je connaissais pourtant déjà l'aspect de ce pays. Moins accentuée peut-être, une [p. 19] symétrie analogue s'indique cependant sur le versant atlantique. L'atmosphère tropicale et humide, la coloration sombre du Brésil se retrouvent, non seulement aux Antilles, à Santiago de Cuba, mais jusqu'en Louisiane et même dans l'Alabama et la Géorgie. La Nouvelle-Orléans, dans sa couleur véritable, je ne l'ai compris qu'après avoir visité les pays caraïbes, est au fond une ville « coloniale » des tropiques ; à plus d'un égard, notamment par ses problèmes économiques et ethniques, le Sud cotonnier des États-Unis pourrait se classer avec le Brésil subtropical. En un sens, l'opposition entre les versants du Pacifique et de l'Atlantique est ici plus forte que la différence entre les sections méridionale et septentrionale de l'immense continent. La ressemblance enfin reparait, insistante et presque totale, entre les pays de grandes plaines : la Pampa argentine, c'est la prairie américaine ou canadienne, avec les mêmes espaces, le même ciel et les mêmes moissons ; c'est la Saskatchewan, le Dakota,

le Nebraska, de même que l'approche des montagnes, vers Mendoza ou Cordoba, évoque le Colorado ou le Montana.

[p. 20]

La parenté est donc évidente et le panaméricanisme, sinon comme doctrine du moins comme réalité, correspond, me semble-t-il, à un fait d'observation. Si les politiques peuvent avoir intérêt à ignorer ce fait, ou bien au contraire à en exagérer la portée, le simple voyageur ne saurait ni méconnaître ni perdre de vue cette unité par quoi la géographie impose malgré tout son action.

II

Du point de vue ethnique, le continent sud-américain se divise également en zones distinctes correspondant approximativement aux régions ci-dessus indiquées : il y a une zone où le fond de teinte est indien, une autre où il est blanc, une troisième où le blanc s'assombrit de noir.

La première c'est *grosso modo*, mais essentiellement, le plissement andin, avec la région amazonienne équatoriale. Sur la côte de l'Argentine, de l'Uruguay, du sud du Brésil, il n'y a pas ou presque pas d'Indiens, mais dès qu'on s'enfonce dans la Pampa, surtout dès qu'on s'approche des Andes, leur présence [p. 21] se manifeste, s'impose, irrésistiblement : leur sang est là, dans la race, même quand celle-ci paraît blanche c'est évident. La haute montagne, à plus forte raison, leur appartient sans conteste, et de plus en plus. Quant à la côte du Pacifique, exception faite pour quelques cantons chiliens du Sud, c'est par erreur, me semble-t-il, qu'on la considère, du moins qu'on affecte généralement de la considérer, comme pays de race blanche. Les classes supérieures – je n'ose plus dire les classes dominantes – sont du type européen, assurément, de même qu'une sorte de classe moyenne en formation qui cherche à se libérer de l'hérédité indienne ; mais le fond de la population est rouge soit en Bolivie, dans l'Équateur, le Pérou, le Vénézuéla, la Colombie, soit même au Chili où le *roto* (homme en guenilles) métissé ne saurait en aucune manière être considéré comme appartenant à notre race : en dépit d'affirmations contraires le voyageur qui sait voir ne s'y trompe pas, c'est bien en présence d'un Indien qu'il se trouve. Parmi ces mongoloïdes, dont le type introduit jusque dans ce lointain hémisphère je ne sais quel aspect d'Extrême-Orient, la race [p. 22] blanche pure n'est guère représentée que par quelques familles espagnoles issues de la colonisation originelle, aristocratie foncière possédante et hier encore dirigeante, qui ne constitue qu'un pourcentage infime de la population. L'Européen, l'Américain du Nord, dans cette zone écartée, ne peuvent se défendre de cette angoisse ethnique que les blancs ressentent si fréquemment aux avant-postes de leur domaine. Théoriquement maîtresse de ces régions, notre race pourra-t-elle s'y maintenir à la longue,

autrement qu'à la façon d'un corps d'occupation, dans les capitales, les ports, les comptoirs ou les mines ? Il est déjà grave d'avoir simplement à poser la question.

Au Sud-Est par contre s'étend une vaste région où les blancs dominent biologiquement et paraissent devoir l'emporter de plus en plus : elle comprend la Plaine argentine, l'Uruguay, les États brésiliens du Sud. À l'origine la conquête n'avait implanté là que des chercheurs d'or ou de grands propriétaires, qui s'emparaient du sol plutôt qu'ils ne le peuplaient. Mais, depuis les vingt dernières années du XIX^e, siècle, une sorte de marée européenne, analogue à [p. 23] celle qui a recouvert les États-Unis, s'est produite de ce côté, sous la forme d'une immigration massive, trouvant justement les conditions de climat et d'adaptation sociale qui lui convenaient. Au Brésil, de 1887 à 1920, le nombre des immigrants (chiffre net) s'est élevé à 2 900 000 ; en Argentine, de 1881 à 1914, à 2 300 000. L'avenir ethnique de cette nouvelle population est à ce point assuré qu'elle est en train d'éliminer totalement les éléments nègres et indiens qui avaient subsisté jusqu'ici. Le contraste est frappant entre la première immigration espagnole, qui s'était mêlée aux Indiens sans les supprimer – le *Gaúcho* de la Pampa est par exemple un produit de ce métissage, – et ce flot d'Italiens, d'Ibériques, d'Allemands, de Suisses, de Slaves, de Syriens....

Buenos Aires, Montevideo, Rio Grande, Sao Paulo sont aujourd'hui des agglomérations urbaines de couleur ethnique plus blanche qu'il y a une génération. Le même processus d'assimilation qu'aux États-Unis se poursuit donc dans cette partie, strictement limitée, de l'Amérique du Sud, à ceci près que le type ethnique est méditerranéen et le caractère acquis [p. 24] espagnol ou portugais. Il y a donc, symétrie entre les deux civilisations américaines de l'extrême Nord et de l'extrême Sud, l'une étant anglo-saxonne avec un axe protestant et nordique, l'autre espagnole (ou portugaise) avec un axe catholique et méditerranéen, mais toutes deux appartenant indéniablement à la souche blanche ou européenne.

Mais ces observations ne s'appliquent plus à la troisième région, tropicale ou équatoriale, où les apports noirs de l'esclavage continuent d'être visibles sur un fond de peuplement indien autochtone et d'ancienne colonisation portugaise. Il s'agit essentiellement de la côte atlantique, depuis Santos ou Rio jusqu'à l'amorce des Antilles, mais ce climat ethnique où prospère le nègre déborde de beaucoup l'Amérique du Sud elle-même. De Rio de Janeiro jusqu'au territoire nord-américain de la guerre de Sécession, en passant par la mer Caraïbe, se dessine toute une zone où le noir, sans être toujours dominant, constitue toujours cependant un appoint notable. La côte brésilienne, à Rio et au Nord de Rio, surtout à Bahia, est toute pénétrée de cette influence de la couleur, [p. 25] le mélange étant toléré et même encouragé par les mœurs : avec le nègre règnent la gaieté, la sensualité, le laisser-aller, la bonne humeur facile, ce qui fait une atmosphère bien différente de celle qu'imprègnent la tristesse espagnole et l'incurable réserve indienne.

Essayons maintenant, mais sans prétendre à une exactitude sans doute impossible, d'envisager, dans une vue d'ensemble, la population du continent sud-américain tout entier. D'après *l'Annuaire statistique de la Société des Nations*, pour 1931-1932, la population du continent sud-américain s'élève en 1930 à 82 750 000 habitants, soit 4 p. cent de la population mondiale (2 milliards) et 32 p. cent de la population totale du continent américain (252 millions). La répartition entre les zones géographiques envisagées plus haut serait – très approximativement – la suivante :

| | |
|---|-----------------|
| Amérique Brésilienne tropicale ¹ | 31 130 000 hab. |
| Amérique andine ² | 26 777 000 – |
| Amérique blanche ³ | 24 843 000 – |

[p. 26]

Quant à l'équilibre des diverses races entre elles, il est impossible de l'estimer avec quelque précision, à cause de leur mélange, qui a fini par produire, dans nombre de cas, un type indéfinissable, défiant le classement. Dans certains ports du Pacifique ou de la mer Caraïbe, à Panama surtout, le voyageur demeure perplexe devant des exemplaires humains dont il se sent incapable de dire s'ils sont indiens, chinois, mulâtres, zambos ou vaguement blancs, probablement parce qu'ils sont effectivement tout cela, c'est-à-dire tout autre chose. Dans les pays andins, la distinction du blanc et de l'Indien est difficile à faire, de même qu'au Brésil celle du blanc et du nègre, parce que beaucoup d'Indiens ou de nègres ont un peu de sang blanc et beaucoup de blancs un peu de sang indien ou nègre, sans parler de la combinaison zambo, qui mêle le noir au rouge. On a pu dire ironiquement, mais non sans raison, qu'aux États-Unis un noir est un homme qui a une goutte de sang noir, mais qu'en Amérique du Sud un blanc est un homme qui a une goutte de sang blanc. Pourtant, chez la majorité des Américains du Sud, s'affirme la présence dominante de l'une des races en cause : on sait bien, en fait, devant qui on se trouve ; les gens ne méritent peut-être pas complètement d'être appelés blancs, Indiens ou noirs, mais ils tirent sur le blanc, sur le rouge ou sur le noir. À cet égard, la rue de Buenos, Aires, de Lima, de Rio de Janeiro ne trompe pas. Sous ces réserves et par conséquent de la façon la plus approximative, la moins scientifique, on pourrait estimer les blancs au cinquième ou au quart de la population totale, c'est-à-dire à une quinzaine ou une vingtaine de millions. Les

¹ Brésil (moins les États du Sud peuplés de blancs : Sao Paulo, Parana, Santa Catharina, Rio Grande do Sul), Paraguay, les Guyanes.

² Colombie, Vénézuéla, Équateur, Pérou, Bolivie, Chili.

³ Argentine, Uruguay, les quatre États du Sud du Brésil.

noirs et les mulâtres – mais où finissent-ils ? – sont sans doute quelques millions. Les Indiens demeurent la masse principale, probablement une cinquantaine de millions : la conquête ne les a pas éliminés.

Ce dénombrement général ne doit cependant pas nous faire oublier le fait essentiel, à savoir que, dans chaque zone, un type particulier d'humanité tend à dominer, imposant en quelque sorte sa tonalité : le Sud-Est est blanc, de plus en plus blanc ; les Andes sont rouges, et, semble-t-il, de plus en plus rouges ; au Brésil le noir persiste, mais peut-être s'absorbera-t-il [p. 28] à la longue dans le blanc et l'Indien, laissant simplement quelques reflets plus sombres. Il ne serait pas vrai de dire que le blanc doive à la longue être éliminé, mais il ne serait pas vrai non plus de dire que sa race a conquis l'hémisphère Sud comme l'hémisphère Nord du Nouveau Monde : elle ne s'y est implantée que dans un domaine limité.

III

En dépit de ces différences, sur lesquelles on pourrait assurément insister comme étant essentielles, je conserve cependant l'impression dominante qu'il existe une Amérique du Sud. Beaucoup de voyageurs, aux États-Unis, ne dépassent pas Chicago : ils ne connaissent pas le pays, ne le comprennent pas surtout, tant qu'ils n'ont pas vu les Rocheuses, la Californie, le golfe du Mexique. C'est la même chose dans l'autre hémisphère : celui qui demeure sur le versant atlantique ne possède qu'une vue incomplète ; il faut, pour imaginer la personnalité sud-américaine dans son ensemble, avoir pris contact avec les Andes, le Pacifique austral « l'air indien ». Ce périple achevé, on se rend [p. 29] compte qu'il y a, dans tous les pays sud-américain, une façon commune d'envisager les problèmes économiques, politiques ou culturels.

Pareille thèse étant admise, la comparaison entre les deux sections, Nord et Sud, du continent se révèle vraiment féconde. Bien que la civilisation des États-Unis forme un tout largement autonome, elle n'est pas compréhensible sans l'étude des éléments indiens et latins qu'elle contient. Par ailleurs, celui qui considère les pays latins de l'Amérique du Sud, sans se référer aux méthodes anglo-saxonnes du Nord, risque de méconnaître quelques bien singulières parentés.

Quels sont, dans ces conditions, les facteurs qui tendent à unir, ou bien à séparer, les deux sections du Nouveau Monde ? La réponse, assez claire en somme, c'est que l'origine historique les sépare, mais que la géographie tend à les rapprocher : du point de vue de l'histoire les protestants nordiques s'opposent aux catholiques méditerranéens, mais du point de vue géographique il n'y a de part et d'autre que des Américains. Si donc le facteur géographique doit, à la longue, l'emporter, le Nord et le Sud [p. 30] tendront à se ressembler de plus en plus, accentuant ainsi leur séparation d'avec l'Europe. Mais si c'est l'histoire qui doit au

contraire avoir le dessus, Latins et Anglo-Saxons d'Amérique s'éloigneront plutôt les uns des autres, à moins que les États-Unis n'échappent eux-mêmes à l'inspiration anglo-saxonne. L'action que la France peut exercer dépend elle-même de cette orientation, et nous serons d'autant plus écoutés, dans l'Amérique du Sud, que celle-ci conservera la tradition de son origine méditerranéenne.

[p. 33]

Chapitre II

L'ASPECT ÉCONOMIQUE

I

[Retour à la table des matières](#)

Du point de vue économique les principaux pays sud-américains sont fort différents les uns des autres et, à première vue, c'est cette différence qui s'impose à l'esprit : on n'est pas tenté de généraliser. Il faut, en effet, classer d'un côté l'Argentine, l'Uruguay, le Sud du Brésil, dont le peuplement et les conditions de mise en valeur rappellent les plaines du Mississippi ou le Canada. Par contre, le Brésil équatorial, le bassin amazonien ne constituent qu'une immensité à peine touchée, même à peine repérée. Quant aux ressources des Andes et en général du versant Pacifique, si elles sont énormes, elles ne sont pas à portée de la main : il faut de gros capitaux, de puissantes entreprises pour en tirer parti ; le colon isolé, réduit à ses propres [p. 34] forces, y lutterait le plus souvent en vain ; ce serait folie de croire que dans cet Eldorado il n'y a qu'à se baisser pour ramasser.

Pourtant, dans ce continent si divers, ce sont les mêmes problèmes économiques, financiers, monétaires que l'observateur retrouve partout ; parallèlement, dans tous les pays envisagés, ce sont les mêmes méthodes dans les affaires, le même rythme d'expansion dans la prospérité, le même dérèglement dans les crises ; bref, pour parler comme les Allemands, c'est partout le même « complexe » économique qui se retrouve. Il apparaît avec évidence que l'Amérique du Sud, disons même l'Amérique latine, possède, dans l'ordre économique, une atmosphère spéciale, un tempérament, des façons d'agir et de réagir qui lui sont propres.

Réaction surtout latine ? Sans doute, car elle s'observe aussitôt qu'on sort des États-Unis. Dès La Havane, à cinq heures de Key West, on respire l'air sud-américain ; de même, à El Paso del Norte (Texas), il suffit de traverser un pont de trente mètres pour sortir du climat anglo-saxon. Il n'y a pas cependant qu'une

influence latine. Peut-être faudrait-il ajouter, [p. 35] en se référant à la singulière unité continentale marquée plus haut, que l'Amérique du Sud, dans sa conception des affaires, présente, après tout, plus d'un trait de ressemblance avec les États-Unis. Il y a bien sûr le contraste, toujours frappant, du catholique et du puritain, du conquistador et du pionnier, du financier austral qui emprunte et du financier boréal qui prête... Mais le fait qu'on vit, qu'on produit, qu'on dépense, de part et d'autre, dans un continent jeune, neuf, fenêtres ouvertes sur l'avenir, est après tout le plus gros de conséquences, dans la mesure où il détermine l'attitude et les réflexes de l'« homme économique ». Par là les pays de l'Amérique latine se classent, ainsi que les États-Unis, parmi les pays nouveaux, participant ainsi de la psychologie économique de tous les peuples qui sont, dans la mise en valeur du sol, au premier stade de leur développement. Cet aspect de l'âge des sociétés est essentiel pour leur compréhension, et il n'en est peut-être pas de plus important. Taine distinguait l'hérédité, le milieu, le « moment ». Encore que les États-Unis et le Canada aient évolué plus vite, toute l'Amérique s'inscrit [p. 36] encore, même aujourd'hui, dans les cadres de la jeunesse économique mondiale. Or, nous sommes adultes, mûrs, peut-être vieux ! Aucune ressemblance dans la formation de l'esprit ne peut contrebalancer ce fondamental contraste.

II

Les ressources naturelles de l'Amérique du Sud sont importantes – essayons, d'après les statistiques de l'*Annuaire statistique de la Société des Nations*, d'en faire un bref inventaire ¹.

Le continent sud-américain est grand, sa superficie représente 13,6 p. cent des terres émergées de la planète ; mais sa population est clairsemée, elle n'atteint que 4 p. cent de la population mondiale, avec une densité moyenne minimale de 4,5 habitants par kilomètre carré. Vaste surface et faible peuplement, voici la première circonstance à retenir, celle dont tout le développement économique porte la marque.

[p. 37]

Distinguons maintenant, dans les ressources sud-américaines, les combustibles, les minerais et métaux, les matières premières agricoles, les produits alimentaires.

¹ *Annuaire statistique de la Société des Nations, 1930-1931*. Nous choisissons l'annuaire de 1930-1931, de préférence à l'annuaire de 1931-1932, parce qu'il donne les chiffres de 1930 ; les chiffres de 1931, que donne plus particulièrement le second, sont des chiffres de crise, qu'il faut, malgré tout, considérer comme exceptionnels.

La houille extraite (1 900 000 t., surtout au Chili) ne représente que 0,1 p. cent de la production mondiale, mais le pétrole (26 millions de t., principalement au Vénézuéla et en Colombie) correspond à 13 p. cent de la production dans le monde. Quant à la houille blanche, les ressources potentielles en sont importantes (12p. cent des ressources potentielles de la terre), mais 1,4 p. cent seulement est équipé et utilisé. Richesse pétrolière (dont on sait l'instabilité), mais faible production de charbon, voici ce qu'il faut surtout noter dans cette rubrique des combustibles. Ici encore les conséquences, dont nous parlerons plus loin, seront importantes.

Les principales richesses minérales du continent sont le nitrate, l'étain, le cuivre, l'argent, le minerai de fer. L'Amérique du Sud produit 94 p. cent des nitrates dans le monde (surtout au Chili), 21 p. cent de l'étain (surtout en Bolivie), 19 p. cent du cuivre (surtout au Chili et au Pérou), 11 p. cent de l'argent (surtout au [p. 38] Pérou), mais seulement 1,4 p. cent du minerai de fer (notamment au Chili). Pour le nitrate, comme on le voit, c'est presque un monopole ; pour le cuivre et l'étain, c'est une place notable dans le monde, la seconde parmi les continents. En ce qui concerne le minerai de fer enfin, si la production actuelle est minime, il convient de ne pas oublier que les réserves d'avenir, particulièrement au Brésil, sont énormes.

Parmi les matières premières agricoles, c'est le guano, sorte de dérivé de l'élevage, qu'il faut mentionner d'abord, puisque l'Amérique du Sud fournit 74 p. cent de la production mondiale (surtout au Pérou). La laine d'autre part, avec 15 p. cent de la production mondiale (surtout en Argentine et dans l'Uruguay), représente une richesse de premier ordre, dont la valeur est assurément moins instable que celle du nitrate ou du guano. Il faut souligner par contre la faible part de l'Amérique du Sud dans la production cotonnière (3,7 p. cent de l'ensemble, notamment au Pérou et au Brésil), ainsi que dans la production caoutchoutière (3 p. cent, surtout au Brésil, qui pourtant eut jadis le premier rang).

[p. 39]

Les produits alimentaires tiennent une place considérable. Le café, au Brésil, en Colombie, représente 76 p. cent de la récolte mondiale, le cacao (Brésil, Vénézuéla, Équateur) 20 p. cent, le maïs (Argentine, Brésil) 10 p. cent, le blé (Argentine) 6 p. cent, la canne à sucre (Brésil, Argentine, Pérou) 8 p. cent. Le troupeau bovin enfin, dans l'Argentine, le Vénézuéla, l'Équateur, correspond à 18 p. cent des ressources mondiales.

En résumé, l'Amérique du Sud joue, dans trois produits, un rôle de premier plan : elle fournit plus des trois quarts de la production mondiale du café, du guano et des nitrates. Sa position est importante dans le cuivre, l'étain, le pétrole ; et de même, s'il s'agit de produits agricoles, dans le blé, le maïs, le sucre, le cacao, la laine, le gros élevage. Mais l'extraction du charbon, du minerai de fer demeure minime et, à vrai dire, pratiquement inexistante.

Cet inventaire, dans sa sécheresse, est plein d'enseignements. Nous y pouvons lire la physionomie générale de la production sud-américaine, nous pouvons

même en déduire le [p. 40] caractère qui sera presque nécessairement celui du commerce extérieur sud-américain.

Dans le domaine de la production, trois facteurs essentiels : une grande surface, une petite population et pas de charbon. La conséquence naturelle, c'est qu'en dépit d'une grande abondance de richesses brutes il sera difficile de les manufacturer, à cause de la rareté soit du charbon soit de la main-d'œuvre. Le continent ne sera donc pas industriel, sinon artificiellement et par volonté, en quelque sorte politique, de le devenir. Sa vraie activité économique s'exercera normalement dans la production et l'exportation des produits bruts du sol.

La même logique se révèle dans le caractère du commerce extérieur. L'Amérique du Sud sera presque nécessairement un continent exportateur de produits bruts. Dans tous les pays ils constituent pour le moins 80 p. cent, généralement plus de 90 p. cent, parfois la quasi-totalité des exportations, tandis que les articles manufacturés n'entrent, dans les ventes à l'extérieur, que pour un pourcentage à peu près nul. Le tableau ci-dessous est, à cet égard, frappant :

[p. 41]

**FORT POURCENTAGE DES PRODUITS BRUTS
DANS LES EXPORTATIONS SUD-AMÉRICAINES**

| | |
|------------------|------------------------------------|
| Bolivie (1929) | 99,8 p. 100 ¹ |
| Pérou (1929) | 99,8 – ¹ |
| Paraguay (1921) | 96,1 – ¹ |
| Chili (1929) | 95,8 – ¹ |
| Argentine (1929) | sans doute les 9/10 – ² |
| Brésil (1929) | 98 p. 100 ³ |

**FORT POURCENTAGE DES PRODUITS MANUFACTURÉS
DANS LES IMPORTATIONS SUD-AMÉRICAINES**

| | |
|------------------|--------------------------|
| Bolivie (1929) | 75,3 p. 100 ¹ |
| Paraguay (1922) | 75 – ¹ |
| Équateur (1929) | 71 – ¹ |
| Chili (1930) | 74,9 – ¹ |
| Pérou (1928) | 67 – ¹ |
| Argentine (1929) | 60 à 70 – ² |
| Brésil (1929) | 66 – ³ |

Il ressort de ces statistiques, et du reste le fait ne saurait échapper à l'observation même [p. 42] la plus superficielle, que l'Amérique du Sud, privée de l'importation, ne pourrait pourvoir à ses besoins d'articles manufacturés. On peut constater de même que chacun des pays ci-dessus exporte essentiellement quelques produits bruts, dans lesquels il est en quelque sorte spécialisé : en 1928

¹ *Annuaire statistique de la Société des Nations, 1931-1932*, p. 202.

² *Dirección general de la Estadística de la Nación*, informe n° 34, série C, n° 22 (le classement des produits, dans les statistiques argentines, ne permet pas de distinguer avec précision les exportations de produits bruts et celles de produits manufacturés).

³ Statistiques officielles du commerce extérieur du Brésil (même observation que pour l'Argentine).

par exemple, le salpêtre est entré pour 47 p. cent, le cuivre pour 31 p. cent dans les exportations chiliennes, soit 78 p. cent pour ces deux produits ; au Brésil, en 1928, le café, les peaux, le cacao sont entrés pour 81 p. cent dans les exportations, le café seul pour 72 p. cent. Bien que plus harmonieusement répartie, l'exportation argentine repose encore sur quelques produits : viande, cuir, laine, céréales. Sous la réserve qu'il y a une section minière et une section agricole, tous les pays sud-américains appartiennent à la même famille économique.

Les balances commerciales sont en conséquence toutes du même type. Les exportations, d'abord, y sont beaucoup plus lourdes que les importations, ce qui s'explique puisque ces dernières se composent surtout d'articles manufacturés, dont beaucoup sont de poids relativement [p. 43] léger (en France c'est exactement le contraire : les bateaux qui entrent dans nos ports enfoncent jusqu'à la ligne de flottaison, mais quand ils sortent on pense instinctivement, dans nombre de cas, à des maisons à dix étages). Le tableau ci-dessous fournit (excepté pour le Brésil) une confirmation frappante de ce phénomène :

POIDS COMPARÉ DES IMPORTATIONS
ET DES EXPORTATIONS SUD-AMÉRICAINES (1928) ¹

(en 1 000 tonnes)

| | Importations | Exportations |
|-----------|---------------------|---------------------|
| Argentine | 12 538 | 17 029 |
| Brésil | 5 838 ² | 2 075 |
| Chili | 1 985 | 5 039 |
| Colombie | 673 | 2 893 |
| Équateur | 108 | 225 |
| Paraguay | 127 | 269 |
| Pérou | 559 | 1 799 |
| Vénézuéla | 556 | 14 923 |

Un second aspect des balances commerciales sud-américaines, c'est que d'une façon générale [p. 44] les exportations, exprimées en valeurs, y dépassent les importations : c'est un régime normal de balances favorables, et nous verrons plus loin qu'il faut qu'il en soit ainsi ; l'équilibre final ne saurait être préservé sans cela. On remarquera même que la marge créditrice est très forte :

¹ *Annuaire statistique de la Société des Nations, 1931-1932*, p. 198.

² L'importation du charbon et du pétrole explique ce poids, exceptionnellement lourd par rapport à l'exportation, où le café tient la première place

FAIBLE POURCENTAGE DES IMPORTATIONS PAR RAPPORT AUX
EXPORTATIONS DANS LES BALANCES COMMERCIALES SUD-
AMÉRICAINES (1929) ¹

| | Pourcent des importations par rapport aux exportations (valeurs) | |
|-----------|---|--------|
| Argentine | 76 | p. 100 |
| Brésil | 91 | — |
| Chili | 69 | — |
| Pérou | 56 | — |
| Vénézuéla | 62 | — |
| Bolivie | 51 ² | — |

Nous avons là tous les signes des pays économiquement jeunes, qui exportent leurs produits bruts ou semi-bruts, mais se fournissent au dehors de leurs articles manufacturés. Il est naturel que l'Amérique du Sud rentre dans [p. 45] cette catégorie, d'où aucune orientation nouvelle de quelque importance ne l'a encore fait sortir. Retenons donc que, dans l'équilibre sud-américain, le produit brut est et demeure un facteur absolument primordial.

III

Voici donc l'un des continents les mieux doués de la terre au point de vue des ressources naturelles : selon la formule stéréotypée des pays neufs, ses richesses sont infinies, ses possibilités illimitées (*unlimited possibilities*, s'écrient de même les Australiens). Tout le monde se le dit et se le répète, tout le monde le croit aussi ; cette confiance est devenue article de foi. Comme aux États-Unis, et en dépit du bref coup d'arrêt de crises périodiques vite oubliées, chacun s'est accoutumé, depuis plusieurs générations, à vivre dans une sorte de marée montante, dont le flot vous pousse : l'attitude de tous se modèle en conséquence. C'est l'atmosphère bien connue des sociétés jeunes, où l'argent se gagne facilement et vite, où l'on est soulevé, sans mérite, presque sans rien avoir à faire, [p. 40] par la prospérité ambiante. On pense malgré soi, en le transposant, au mot

¹ *Annuaire statistique de la Société des Nations*, 1931-1932, p. 195.

² *Annuaire statistique de la Société des Nations*, 1931-1932, p. 195.

de La Bruyère : « Jeunesse du prince, source des belles fortunes. » Il se fait en effet de rapides, d'énormes fortunes, soit par la hausse générale des valeurs, surtout foncières, soit par la politique et ses faveurs régaliennes. Le prestigieux succès de quelques-uns fait oublier l'échec ou la médiocrité des autres, ou même leur misère quand il s'agit de la masse indienne ; en présence d'une mise en valeur qui, sauf dans le Sud-Est, n'est encore que sporadique, on se dit très naturellement que la carrière demeure ouverte, que tous les espoirs sont permis à l'initiative, au courage ou même à la chance. C'est au fond l'air colonial qu'on respire ; nous n'avons rien de semblable en Europe.

Une légende naît ainsi dont chacun tire, en ce qui le concerne, des conclusions personnelles qui réagissent sur la psychologie commune : « Puisque la nature, l'avenir travaillent spontanément pour vous, se dit-on, pourquoi se restreindre en vue de mettre de côté ? De même, à quoi bon amortir dans les années de prospérité ? Le niveau général, qui [p. 47] s'élève et vous soulève, ne fait-il pas tout le nécessaire à votre place ? » On connaît assurément cette morale économique : les États-Unis l'ont adoptée et la recommandent ostensiblement depuis un siècle ! Ce sont les Français, ces pessimistes, qui, vivant dans un pays où la marée ne monte plus, la réprouvent comme déraisonnable ; ces fourmis ont fini par apprendre que l'année économique comporte un hiver. Le Nouveau Monde le sait peut-être aussi, surtout aujourd'hui, mais sa traditionnelle manière d'être semble faite tout exprès pour illustrer le mot profond du prédicateur : « Nous savons bien que nous mourrons, mais nous ne le croyons pas. » À cet égard, l'Américain du Sud qui dépense tous ses revenus est donc tout simplement américain : il appartient à son continent. Il y a toutefois une nuance, car il dépense aussi comme un Espagnol, plus exactement comme un Castillan ou un Andalou. Plus encore que le confort c'est le luxe qu'il aime, l'élégance, la vie facile ; il a le goût de l'ostentation, étranger en somme à la mentalité anglo-saxonne ; il se défend mal, quand il est riche, contre le [p. 48] coulage. Personne ne s'en étonne ni ne le condamne : la tradition espagnole (du moins celle de l'Espagne du Sud) s'accorde ici avec les mœurs du nouveau continent.

Notre description n'est cependant pas encore complète, car une tentation particulière de dépense existe pour les Sud-Américains. On a l'impression que beaucoup d'entre eux, surtout dans les classes supérieures, sont mal enracinés dans le Nouveau Monde. Qu'ils aiment, et même avec passion, leur patrie américaine, point de doute, et cependant un attrait persistant les rappelle en Europe, non pas simplement pour un voyage, même périodique, mais pour de longs, d'interminables séjours. Il existe, aussi bien au Pérou et au Chili qu'au Brésil et en Argentine, une élite dont la culture appartient peut-être plus à l'Europe qu'à l'Amérique. Certains de ses membres, quand des mesures monétaires draconiennes ne le leur interdisent pas, finissent par ne plus vivre qu'à Paris, à Cannes ou à Biarritz ; c'est une sorte de contre-migration, souvent activée par les persécutions politiques, et qui se fait individuellement, par groupes, par familles, par [p. 49] tribus : la pension de famille européenne, l'hôtel, le palace sont remplis, débordent de ce reflux ! Au temps de la récente prospérité d'après-

guerre, on a pu voir tel ménage péruvien ou chilien venir, avec huit enfants, gouvernantes et bonnes, passer en France, en Suisse, en Italie, deux ans, davantage même. Or, il ne s'agit pas en l'espèce, quand la famille est riche, de déplacements modestes, à la façon des anciens intellectuels russes, mais du train le plus coûteux, dans les sleeping, les palaces, les appartements meublés de luxe. Il y a là une source chronique de déséquilibre économique, en raison des sorties d'argent, persistantes qui en sont la conséquence. Le même phénomène s'observe sans doute aux États-Unis, où toute une partie de la population demeure également nomade de tempérament et, au fond, intellectuellement mal assimilée. Mais en Amérique du Sud c'est plus grave, et l'on aboutit ainsi, quand des mesures chirurgicales – à vrai dire révolutionnaires – n'y font pas obstacle, à une véritable hémorragie.

Ce continent si riche souffre donc d'un déséquilibre [p. 50] permanent de l'économie privée. Souvent l'accroissement de la richesse générale est assez grand pour corriger spontanément l'imprévoyance de chacun ; dès que l'accroissement spontané de cette richesse n'est plus énorme, il devient insuffisant pour couvrir des dépenses privées excessives, de telle sorte, que le déficit finit presque toujours par reparaitre. C'est une lutte, dont les fortunes sont diverses, entre l'imprévoyance et l'enrichissement. Prenons par exemple, dans n'importe quel pays de l'Amérique latine, un homme de ressources aisées ou même un homme riche : il est à parier que ses dépenses épuisent et même excèdent ses revenus ! Mais il trouve la chose naturelle, et chacun avec lui. La marge déficitaire, il l'emprunte à des prêteurs complaisants et faciles, qui ont toujours vécu dans cette atmosphère d'aimable optimisme et que des crises pourtant répétées et terribles semblent n'avoir pas rendus méfiants. Il est fréquent d'hypothéquer un bien pour faire face à des dépenses courantes, pour payer par exemple un voyage en Europe. Selon la morale des Almanachs de bon conseil on ne devrait [p. 51] pas s'en tirer, et de fait, à ce régime, beaucoup de fortunes s'effritent ou disparaissent. Et pourtant on s'en tire souvent, parce que, depuis plusieurs générations jusqu'à une date toute récente, le prix de la terre a monté : l'hypothèque qui, normalement, aurait dû absorber la totalité d'une propriété se liquide par la vente d'une partie, et l'optimisme de l'emprunteur se trouve justifié, puisqu'en fin de compte il demeure même plus riche qu'auparavant. L'opinion s'est si bien accoutumée à ces pratiques, à ces recours constants au crédit, qu'elle ne songe plus ni à s'en étonner ni à les condamner. On voit même des gens – je n'invente rien – emprunter sans en avoir besoin, simplement pour prouver qu'ils peuvent trouver des prêteurs : leur crédit en est consolidé.

Les immigrants, quand ils appartiennent à des races frustes, conservent un certain temps le goût de la vie simple : ils se restreignent, comme dans les vieux pays, et mettent de côté. On distingue ainsi, notamment dans l'immigration argentine, toute une série de gens qui ont, de l'économie, de l'épargne, de l'argent en [p. 52] général, à peu près la même conception que les Français. Il ne s'agit naturellement ni des Nordiques (Anglais, Allemands), qui sont au fond dépensiers et sans prudence financière personnelle, ni des Espagnols du Sud, qui ont le goût

de la loterie et le sentiment de la magnificence. Je veux parler ici des Portugais de la région d'Oporto, des Galiciens, – des Asturiens, des Basques, des Catalans ; et de même des Basques français, des Auvergnats, des Bas-Alpins, des Suisses, des Piémontais.... Toutes ces races ont un sens commun du travail, de l'épargne, de la propriété, de la fortune. Il serait intéressant et suggestif de dresser, pour l'Europe, la carte des populations épargnantes, par contraste avec les populations dépensières, en vue de déterminer ce qui, chez les unes et les autres, peut expliquer leur manière d'envisager la vie. L'explication se trouve-t-elle dans la race ? Presque tous ces amasseurs de sous sont celtes, du type dit alpin. Est-ce l'origine montagnarde ? L'argent, à la montagne, ne s'acquiert qu'avec peine mais ne se dépense pas non plus. Est-ce la tradition de pays où la fortune ne se gagne qu'au prix de longs et pénibles efforts ? [p. 53] Est-ce peut-être le fait de vivre dans des climats qui comportent des saisons ? Quand c'est toujours l'été, personne ne songe à prévoir l'hiver financier ; et si c'est toujours l'hiver, comme dans le Nord, n'est-on pas bien naturellement pressé de chercher le confort et de jouir de la vie ?

Ces différences entre les populations européennes du Nord, du Centre et du Sud, sont bien connues. On n'en mesure cependant la portée qu'en observant les races dans leurs transplantations américaines : placées dans ce milieu nouveau, la manière dont elles y réagissent est singulièrement instructive. On voit ainsi le Gallego, l'Auvergnat, le Piémontais conserver un certain temps, souvent même sa vie durant, la tradition d'épargne de ses pères : il se restreint et accumule, tandis que l'Anglais pour son confort, l'Andalou pour sa fantaisie dépensent sans compter. Mais la prudence, la restriction des premiers ne dure qu'un temps, car l'atmosphère du Nouveau Monde exerce inévitablement son action. Au bout d'un certain temps les nouveaux immigrants font comme tout le monde autour d'eux ; du moins leurs fils, désormais [p. 54] adaptés, cessent de suivre l'exemple des parents, dont ils méprisent la mesquine sagesse : ils sont devenus américains.

Les mêmes étapes dans l'assimilation s'observent, avec un parallélisme étonnant, aux États-Unis. L'Italien de Chicago, le Portugais de Boston, qui d'abord avaient épargné, ne se transforment pas moins, à la seconde génération, que l'immigrant latin de Buenos Aires : le milieu, dans l'espèce, obtient aisément raison de l'hérédité. Ce qui fait le changement, c'est le passage d'une attitude de méfiance à une attitude de confiance à l'égard de l'avenir. En Europe, ce qu'on voyait surtout dans l'argent laborieusement accumulé, c'était une sorte d'assurance contre la vie mauvaise, contre l'avenir, dont il ne faut rien attendre de bon. Dans le Nouveau Monde, différence essentielle, on sait, ou l'on croit, qu'il sera tout aussi facile de gagner demain ce qu'on a gagné la veille ; plus que l'épargne, c'est l'énergie ou la chance qui apparaissent comme garantes de l'avenir. L'on se dit en outre, car la légende l'enseigne, que toutes les valeurs montent autour de vous, que par conséquent demain a toute chance [p. 55] d'être meilleur, plus riche qu'aujourd'hui. Cette idée de la richesse est dynamique, non pas statique comme dans nos vieux pays de l'Europe méditerranéenne, et voilà qui nous justifie de parler d'une atmosphère américaine, commune aux deux sections du continent.

De là, dans les capitales sud-américaines, cette effervescence, souvent prestigieuse, d'une vie de luxe, de raffinement, d'ostentation, s'accompagnant de générosité, de bienveillance instinctive et de coulage. Qu'ils sont donc séduisants, irrésistibles, ces pays latins d'outre-Atlantique, quand la fortune sourit, quand l'argent coule à flots ! Les gouvernements eux-mêmes s'abandonnent à l'entraînement, avec les mêmes défauts que les particuliers : ils ne savent pas résister au plaisir de faire plaisir à leurs amis, qui sont innombrables ; ils dépensent sans compter ; eux aussi tablent sur la plus-value et s'en remettent sans inquiétude à l'avenir.

La confiance est ici mère de l'imprudence. On s'en tire, et même aisément, tant que les prix montent, surtout ceux de la terre et des produits du sol. Mais, conséquence directe et [p. 56] fondamentale, le capital ne s'accumule pas, du moins pas en quantité suffisante pour les besoins normaux de l'équipement et de la mise en valeur. Il se forme assurément des capitaux, mais, dans la mesure où ils sont disponibles, on les voit s'employer surtout en placements fonciers. De sa tradition patriarcale toute proche, l'élite de ces pays, espagnole ou portugaise, conserve le goût et le sens de la terre, l'instinct de son exploitation. Mais les investissements se bornent à peu près à cela. Quand le besoin s'impose de capitaux massifs, pour l'État, les travaux publics, les mines, l'industrie, c'est presque invariablement au dehors qu'il faut aller les chercher. Avec ces capitaux, ce sont les cadres des entreprises, les animateurs financiers, le personnel technique qu'on emprunte à l'extérieur du pays. C'est ainsi que dans l'ensemble les chemins de fer sont anglais, les mines anglaises ou américaines, les banques anglaises, américaines, françaises ou italiennes, les services publics (eaux, gaz, électricité, tramways) de plus en plus américains. Il s'ensuit – répercussion dont la portée dépasse de beaucoup le domaine propre de la finance [p. 57] – que toute une partie de l'activité économique est étrangère, par ses capitaux, son personnel, son esprit, ses intérêts. La plupart des étrangers qui dirigent les entreprises, du moins les grandes, ne se naturalisent pas, surtout quand ils sont anglais ou américains : ils demeurent dans le pays comme une classe étanche de colonisateurs dans une colonie d'exploitation. On ne s'aperçoit pas du reste que les nationaux fassent un effort pour absorber le capital étranger, en le rachetant. La dette des États demeure une dette extérieure, et de même la majeure partie de la dette contractée pour les mines, les chemins de fer ou l'industrie : actionnaires et obligataires encaissent leurs dividendes ou leurs coupons – quand ils les touchent – à dix mille kilomètres de là ! Il ne semble même pas que le désir de se libérer de cette emprise financière extérieure existe. L'Argentine envisage sans doute avec impatience telle dette à court terme envers les États-Unis ; mais, dans l'ensemble, l'opinion locale accepte l'endettement à l'égard de l'étranger comme un phénomène normal, destiné à demeurer permanent.

Cette attitude, en ce qui concerne la mise en [p. 58] valeur des ressources nationales, se reflète dans la répartition des activités, qui comporte en quelque sorte une série d'étages.

Les descendants des conquérants et des colonisateurs espagnols ou portugais de vieille souche possèdent la terre, les grandes exploitations agricoles. Bien que menacés aujourd'hui dans leurs privilèges traditionnels, ils constituent encore presque partout une aristocratie foncière héréditaire, dont le caractère patriarcal demeure sensible. Avec de magnifiques demeures à la campagne et souvent des palais dans la capitale, leur force principale est d'être enracinés, de pratiquer l'agriculture eux-mêmes, comme par instinct hérité des ancêtres, parfois avec une espèce de passion. C'est par là que cette classe fait corps avec le pays, plus que tant de nouveaux venus qui ne sont pas dans l'axe national. Nous verrons plus loin les périls politiques qui les menacent. Mais dès maintenant une nouvelle couche de colonisation rurale, plus démocratique, s'est constituée, du moins sur la côte sud-atlantique, par les apports d'une immigration européenne plus récente. En Argentine, en Uruguay, dans [p. 59] le Sud du Brésil, les Italiens, les Allemands, les Suisses, les Espagnols ou Portugais et même les Français ont formé une population rurale excellente, socialement homogène en dépit de son origine composite, qui la rapproche davantage des Nord-Américains du Middle West que de l'ancien afflux espagnol ou portugais.

Quant aux affaires, il faut y distinguer deux domaines, le moyen et petit commerce d'une part, les grandes affaires de l'autre. Traditionnellement, le moyen et le petit commerce sont surtout entre les mains d'Italiens, de Français, d'Allemands. Dans le quartier central d'une grande ville, que ce soit Buenos Aires, Santiago de Chili ou Lima, les magasins les plus élégants sont français, les plus entreprenants allemands, les plus populaires italiens, et l'on respire dans ces rues brillantes je ne sais quelle atmosphère d'Europe. Toutefois, depuis quelque temps, des concurrents d'un autre ordre s'insinuent et s'imposent : la côte du Pacifique est remplie de boutiquiers japonais, et c'est partout, sans exception, qu'on rencontre aujourd'hui des commerçants syriens.

[p. 60] Les grandes affaires enfin, comme on le sait déjà, appartiennent aux Anglais, aux Français, aux Belges, aux Allemands, aux Italiens, aux Suisses, mais surtout et de plus en plus aux Américains du Nord. Sur ce terrain de la haute direction économique et financière, les nationaux ne tiennent qu'exceptionnellement la première place : ils sont sans doute admis dans les conseils d'administration et fournissent la masse du personnel, mais la direction effective leur échappe parce que ce n'est pas eux qui ont apporté les capitaux. Notons cependant que les hommes distingués – ou plus exactement influents – du pays sont pris comme conseils, juridiques ou politiques, dans les grandes entreprises, ce qui leur ménage une position stratégique d'intermédiaires, indispensables, entre le capital étranger et les autorités politiques nationales. Tel conseil juridique ne donnera peut-être que peu de conseils juridiques, mais sera appelé à donner beaucoup de renseignements ou de conseils politiques ; c'est lui qui interviendra, de façon parfois décisive, quand il s'agira de défendre l'affaire qu'il représente contre telle mesure, douanière [p. 61] ou fiscale, susceptible de lui nuire, éventuellement même de la ruiner. À mesure que les vieilles fortunes traditionnelles, lentement il est vrai, s'effritent, il devient de plus en plus

nécessaire pour les membres de l'ancienne aristocratie de trouver des emplois de cette sorte dans les grandes entreprises étrangères.

En résumé, bien que la puissance d'assimilation de l'Amérique latine soit considérable, à peine moindre que celle des États-Unis, là continent sud-américain, qu'il s'agisse soit de ses capitaux soit de ses dirigeants économiques, demeure encore fortement engagé dans la phase coloniale, c'est-à-dire dans cette période du développement économique où l'impulsion financière et technique reste étrangère. Il semblerait, à première vue, que cette étape doive demeurer passagère, faire place à une réelle autonomie économique. Or, en dépit d'un nationalisme politique intense, le progrès dans ce sens est peu sensible, la raison principale étant qu'il n'y a ni constitution d'un capital national indépendant, ni formation d'une élite dirigeante possédant la valeur technique nécessaire pour conduire avec succès les opérations [p. 62] compliquées et difficiles de la grande production moderne. L'intelligence ne manque pas, ni la culture, mais peut-être l'application ; comme dans plusieurs pays latins, il y a trop d'avocats, d'*abogados* ; puis la politique, par les occasions instables mais multiples qu'elle offre, détourne les gens de tracer patiemment leur sillon.

IV

On discerne aisément, dans ces divers traits, les faiblesses du système, et notamment son vice essentiel qui est l'endettement. Considérez la balance des comptes de n'importe quel pays sud-américain, vous la trouverez invariablement menacée de déséquilibre par la charge implacable des paiements à effectuer au dehors. La série en est impressionnante : ce sont les coupons des emprunts d'États, de provinces ou de villes, souscrits aux États-Unis ou en Europe ; les dividendes ou les intérêts à servir au capital étranger investi dans le pays ; les versements des immigrants à leurs familles restées dans le vieux continent ; les rapatriements [p. 63] de fortunes par les étrangers qui s'en retournent chez eux ; ce sont enfin, poste difficile à chiffrer mais – qu'on ne s'y trompe pas – formidable, les dépenses des Sud-Américains voyageant ou séjournant en Europe, ou même y résidant de façon permanente. À cette colonne du débit il faut naturellement ajouter le paiement des importations de marchandises, forcément importantes dans des sociétés qui achètent au dehors la plus grande partie, sinon la totalité, des articles manufacturés qu'elles consomment.

Pour faire face à ces règlements extérieurs, dont la charge est permanente, on ne dispose, l'emprunt étant mis à part, que d'une seule contre-partie, l'exportation des produits du sol : mais, blé, café, cacao, viande, laine, ou bien, dans le domaine minier, salpêtre, cuivre, étain, pétrole.... Il n'y pas d'exportations « invisibles », ni de rentrées d'argent correspondant à des « services », selon les termes devenus courants dans ce genre de discussions. L'Amérique du Sud ne possède, en effet, ni

capital investi au dehors et productif de revenu, ni argent gagné à l'étranger par les nationaux [p. 64] et susceptible d'être rapatrié ; les transports maritimes sont assurés par des compagnies étrangères, et il en est de même pour la plupart des opérations de banque, de courtage ou d'assurances. On est en présence d'un type en quelque sorte classique de pays économiquement jeunes, exportateurs d'aliments et de matières premières, importateurs de manufacturés, qui financent leur activité par l'emprunt extérieur et dont l'équilibre, en fin de compte, dépend radicalement de l'exportation de leurs produits bruts. Il existe dans le monde suffisamment de pays de ce type, et nous les voyons vivre depuis assez longtemps sous nos yeux, pour avoir acquis l'expérience de leur façon de se comporter, soit dans les crises soit dans la prospérité. L'Australie par exemple se classe dans ce groupe, et il n'y pas si longtemps qu'il eût fallu y classer également les États-Unis et le Canada. Chose singulière, à la plupart d'entre eux l'expérience du passé semble n'avoir pas beaucoup appris.

Envisageons d'abord les pays d'Amérique latine dans leurs phases de prospérité. Même alors, une condition primordiale s'impose pour [p. 65] qu'ils réalisent et conservent l'équilibre de leur économie, c'est que leur balance commerciale soit non seulement favorable mais très favorable. Si la balance devient déficitaire, si même elle n'est plus que modérément créditrice, il n'existe plus de contre-partie suffisante pour faire face à la fois au paiement des importations et à la charge des emprunts. Bref l'équilibre mathématique de la balance commerciale ne correspondrait pas à un équilibre véritable de la balance des comptes. Quand les récoltes sont bonnes, les prix élevés, le but poursuivi est facilement atteint ; mais on devine aisément qu'une crise internationale des matières premières et des prix doit être fatale à des organismes économiques ainsi constitués. L'excédent des exportations, signe éventuel de prospérité, est en même temps chez eux un signe de leur endettement : ils paient en marchandises. Aussi toute baisse de niveau dans l'océan des prix les laisse pantelants. L'Australie est dans le même cas, la Russie d'avant-guerre l'était aussi, et l'on eût pu dire la même chose des États-Unis du siècle dernier. Cet aspect en quelque sorte permanent de la balance des comptes des pays [p. 66] neufs illustre, par comparaison avec la balance des comptes des pays plus anciens, le caractère complémentaire des échanges entre les parties du monde qui sont moins évoluées et celles qui le sont davantage : les premières fournissent des produits bruts, les secondes des articles manufacturés, des capitaux et des services, sans parler des immigrants puis des techniciens qu'elles envoient au delà des océans.

On voit par ce qui précède que, dans les périodes de prix élevés et de prospérité, le système économique sud-américain ne peut pas manquer d'équilibre. Il arrive même que l'excédent des exportations soit suffisant pour laisser, même après le paiement des importations et de l'intérêt du capital emprunté, une forte marge créditrice. C'est le moment où l'afflux de richesse permettrait d'accumuler, d'amortir, de rembourser, pour préparer l'indépendance économique de l'avenir. Or, il ne semble pas que l'Amérique du Sud ait profité de ces occasions, qui sont cependant revenues périodiquement, pour pratiquer une semblable politique.

N'était-il pas indiqué d'épargner, de se libérer des dettes extérieures, de racheter le con-[p. 67] trôle des entreprises étrangères ? La prudence française conseille à nos paysans de profiter des bonnes années pour rembourser leurs hypothèques : c'est ce qui s'est produit pendant la guerre. Mais dans la Nouveau Monde, aux États-Unis du reste tout comme dans l'Amérique latine, on ne raisonne pas ainsi. Bien au contraire, on profite des vaches grasses pour emprunter encore à des prêteurs qui, justement alors, viennent vous relancer, vous fatiguer de leur insistance, vous imposer leur argent. Depuis la guerre, il y a eu à cet égard un singulier parallélisme entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, mais cette dernière a sans doute détenu le record de l'imprévoyance et de l'illusion. C'est qu'aussi la tentation est trop forte, le bénéfice immédiat trop tangible : avec ce capital emprunté, qui afflue sans même qu'on ait besoin de le solliciter, les gouvernements – ceux des dictateurs surtout – embellissent les capitales, construisent des routes cimentées de grand luxe ; on dresse dans l'azur des gratte-ciel dont les bureaux ne se loueront jamais ; des clubs somptueux, des Parlements magnifiques s'élèvent, [p. 68] qu'on est tenté de décrire en termes d'Apocalypse : « Le premier fondement est de jaspe, le second de saphir, le troisième de calcédoine.... » Les banquiers new-yorkais, sans se lasser, continuent d'apporter l'argent de leur clientèle, et, comme toujours, on croit que la prospérité ne finira jamais ; la leçon des crises précédentes est régulièrement oubliée : « Cette fois, dit-on, ce n'est pas comme les autres.... » On vous le prouve, avec mille bonnes raisons.

L'erreur consiste, on s'en apercevra plus tard, à établir le train de vie national, celui des particuliers comme de l'État, sur la base du niveau maximum des prix, et notamment des prix d'exportation, comme s'il devait désormais demeurer permanent. Pour maintenir ensuite l'existence quotidienne du pays sur ce pied, il faut un afflux continu d'emprunts nouveaux.

L'exemple des deux pays les plus riches de l'Amérique latine, l'Argentine et le Brésil, est à cet égard probant.

Prenons la situation du premier dans une année de prospérité, 1928-1929. La balance commerciale – importations 882 millions de [p. 69] pesos, exportations 1 001 millions – laisse un excédent positif de 119 millions de pesos. Si l'on ajoute 12 millions pour les dépenses des touristes étrangers en Argentine, on obtient une somme de 131 millions pour les éléments créditeurs de la balance des comptes. Mais les éléments débiteurs sont beaucoup plus élevés : coupons de la dette extérieure et dividendes payables à l'étranger 191 millions de pesos, envois des immigrants en Europe 33 millions, dépenses des touristes argentins en Europe 30 millions, en tout 260 millions de pesos, ce qui laisse finalement, dans la balance des comptes, un déficit de 131 millions. Ainsi les exportations paient bien les importations ainsi qu'une partie de la dette, mais une autre partie de celle-ci reste en l'air. Si l'excédent de la balance commerciale, sur quoi tout repose, cesse d'être très fort, le déséquilibre, de suite, devient grave, et même, pouvons-nous dire, il n'a jamais équilibré. Or, il s'agit du pays le plus riche de tout le continent.

La situation du Brésil n'est pas différente. On peut estimer, dans la période qui a précédé la crise actuelle, que les charges extérieures [p. 70] financières s'élèvent environ à 30 millions de livres sterling or (22 millions pour l'intérêt de la dette publique au dehors, 8 millions pour le paiement de dividendes revenant au capital étranger) ; il faut ajouter à ce total les dépenses des Brésiliens en Europe. Or, pour faire face à ces obligations, l'excédent de la balance commerciale ne dépasse pas, dans une bonne année, 7 à 10 millions de livres. Dans ces conditions, tout comme en Argentine, l'excédent de la balance commerciale paie les importations et une partie des charges financières, mais il reste un déficit d'une vingtaine de millions de livres, qui nécessite un appel, en quelque sorte constant, sous une forme ou sous une autre, à l'emprunt extérieur. Si l'exportation fléchit tout s'écroule. Or, dans l'exportation de 1928, le café seul est entré pour plus des deux tiers, ce qui souligne encore la vulnérabilité d'une position déjà précaire.

Ni le Chili ni le Pérou ne sont dans une situation différente. Le système, dès lors, apparaît comme n'étant jamais en état d'équilibre complet, car on ne peut assurer à la fois le paiement des importations, le règlement des [p. 71] intérêts au dehors et le rythme de développement exigeant une injection ininterrompue de capital étranger, dont une large proportion passe en dépenses somptuaires, en dépenses courantes, à supposer qu'une bonne partie ne se perde pas en route. Il en résulte que, dès que le flux des prêts extérieurs se tarit, l'équilibre économique se trouve compromis.

Or, ce flux se tarit justement quand on aurait le plus besoin qu'il se maintienne, c'est-à-dire quand les prix se mettent à baisser. Les exportations des produits ne suffisant plus, à elles seules, pour équilibrer les paiements extérieurs, il devient difficile, voire même impossible, de se procurer les moyens internationaux de règlement nécessaires, inévitablement alors le change fléchit : comment pourrait-il en être autrement, puisque la demande de devises étrangères excède nécessairement la demande de monnaies locales ? Même en temps normal du reste, la marge est si étroite que le moindre achat, de dollars ou de livres, pour le paiement de quelque dividende à des actionnaires américains ou anglais, fait sentir sa répercussion sur le marché ! Si, dans ces conditions, le [p. 72] gouvernement réussit à maintenir une valeur au moins nominale à la monnaie, ce ne peut être qu'à l'intérieur des frontières, et par des moyens qui tiennent plus de la police que de la finance. Il suspend d'abord le service de sa dette extérieure, ce qui, contrairement à l'illusion de ceux qui recourent à pareil expédient, n'est pas une solution. C'est du moins un soulagement immédiat et peut-être une nécessité, puisque les moyens de règlement font défaut et qu'on s'est placé dans une situation sans issue. Il y a des exceptions (l'Argentine par exemple), mais elles sont rares. Le pays assurément n'a pas perdu sa richesse naturelle, qui est toujours là ; ses « possibilités », selon la formule, demeurent « infinies » ; mais cette richesse est ou bien virtuelle encore ou bien immobilisée, de telle sorte que la main ne peut l'atteindre et que, de ce fait, la circulation de tout le système est purement et simplement bloquée. Cette embolie, qui serait peut-être mortelle pour des organismes sociaux plus complexes, paraît ne pas l'être pour ces sociétés

jeunes et souples, dont l'édifice économique ne s'élève pas très haut au-dessus du sol ; bien au [p. 73] contraire, elle facilite les conditions d'un relèvement ultérieur. Les gouvernements le savent et, dans leurs remèdes, n'y vont pas de main morte : on se demande si leurs procédés relèvent de la technique la plus perfectionnée de l'après-guerre ou de la brutalité élémentaire des sociétés primitives ! Ce n'est pas seulement en Amérique que le monde d'aujourd'hui nous propose de pareils contrastes.

Quoi qu'il en soit, les mesures d'assainissement ou de nettoyage sont appliquées avec décision, non sans que le crédit, ou la morale économique n'en sortent quelque peu endommagés. En suspendant ou en ne délivrant qu'avec la plus extrême parcimonie les moyens de change sur l'étranger, le gouvernement parvient effectivement à réduire, du jour au lendemain et de façon draconienne, les importations : la balance commerciale, dans ces conditions, retrouve une forte marge créditrice, puisque l'on soulage arbitrairement l'un de ses plateaux. Du fait de cette même serrurerie monétaire, les règlements au dehors, quels qu'ils soient, deviennent pratiquement impossibles : tel dividende, régulièrement voté, [p. 74] ne peut être expédié aux actionnaires étrangers ; tel remboursement de capital, pourtant exigible, se voit interdit. Ce ne sont pas les seuls étrangers qui pâtissent de ces mesures : les nationaux qui vivaient en Europe ou y séjournaient ne peuvent plus y rester, puisque leurs revenus, dont la source était en Amérique, ne leur parviennent plus, ou du moins ne leur sont plus distillés qu'au compte-gouttes. Il faut donc, le voulant ou non, qu'ils rentrent : l'hémorragie dont nous parlions plus haut se trouve ainsi, brutalement mais efficacement, arrêtée. À l'intérieur, les gens riches, comme les gens moins riches, réduisent leur train : on ferme l'hôtel somptueux de la capitale pour se retirer à la campagne, où l'on vit de rien, sur la terre. C'est la méthode, si sage, de nos ancêtres, quand ils allaient « se refaire » en province. L'immense avantage de ces pays de l'Amérique du Sud, c'est que leur sol, après tout, les nourrit ; ils retournent à l'économie naturelle, la *Natural Wirtschaft* des économistes allemands, que justement l'Allemagne, l'Europe occidentale sur-industrialisées ne connaissent plus. Personne ne se sent [p. 75] déshonoré : la crise est la crise, et, à la différence de Anglo-Saxons, les Latins n'ont jamais placé leur honneur ni leur orgueil dans le niveau de leur confort. Ainsi l'on a cargué les voiles et l'on peut attendre le retour du beau temps.

La conclusion, c'est que les pays qui ont une pareille conception de leur équilibre et de leur rythme d'évolution ne peuvent se tirer d'affaire que par une hausse générale et persistante, je serais presque tenté de dire : normale, chronique, statutaire ! Il faut que cette hausse, qui se produit indépendamment de la volonté ou de l'effort des individus, paie leurs légitimes ambitions, mais aussi leurs prétentions et même leurs fautes. Tout le système est basé sur l'hypothèse, sur la confiance qu'il en sera ainsi, que la hausse se produira, continuera indéfiniment de se produire. Autrement, comme tout le monde a emprunté, comme tout le monde a fait crédit, une partie notable des engagements demeure inévitablement en l'air. La baisse, quand elle survient, apparaît comme étant en dehors des règles prévues du jeu, et le jeu alors est forcément suspendu.

[p. 76] On aboutit donc ainsi, presque normalement, soit à la faillite, soit au concordat ou bien à une forme quelconque de règlement transactionnel, qui n'étonne tout à fait ni l'emprunteur ni le prêteur. Il est vrai que ce dernier a généralement repassé sa créance à d'autres, de sorte qu'on ne connaît même pas le perdant étranger, qui est lointain, silencieux et désarmé. Mais, entre gens qui sont sur place, on se comprend à demi-mot : à la campagne par exemple, tous les achats du cultivateur dans les magasins du bourg voisin se sont faits à crédit, la récolte paiera si elle est bonne... ou ne paiera pas ; une partie des factures risque de rester impayée, le marchand le sait : il a élevé ses prix en conséquence. Le crédit avec ses risques, qu'on accepte, est ainsi devenu un aspect normal et permanent de l'existence ; c'est une autre loterie, dans des pays où la loterie est plus qu'une institution : une excitation devenue nécessaire et dont on ne saurait plus se passer.

Le fait qu'il en soit ainsi, que les intéressés aient compris et se soient même résignés par avance n'est, au fond, ni réconfortant ni rassurant. [p. 77] Il révèle une psychologie d'aventure et de jeu, parfaitement admissible pour tous ceux qui ont vécu dans les pays nouveaux, aux États-Unis comme ailleurs, mais que le prêteur du vieux monde ne partage pas, parce qu'il ne respire pas, chez lui, l'atmosphère qui l'expliquerait, la justifierait même à ses yeux. Nous nous étonnons du minime dividende que laissent le plus souvent les faillites sud-américaines, mais l'Amérique, elle, ne s'en étonne ni ne s'en émeut : elle sait bien que la mise en valeur d'un continent nouveau comporte, nécessite même pareils risques. Cette audace, cette confiance, mêlée ici d'une certaine indulgence, que l'on rencontre aussi aux États-Unis, rend les gens sympathiques, charmants et de rapports agréables, mais elle oblige l'homme qui veut survivre à se tirer d'affaire par les moyens que son ingéniosité veut bien lui suggérer. Un Français de la vieille école, s'il en est encore, qui refuse de s'accommoder à ce régime, fait aussi bien de s'en aller tout de suite ; par ailleurs, s'il s'accommodait, ne serait-ce pas au péril de perdre sa vieille et respectable notion du crédit ? Les Argentins ont, à [p. 78] cet égard, une expression évocatrice, pour parler de l'homme intelligent qui sait tirer son épingle du jeu : il est, dit-on, *vivo*, mais est-ce complètement un éloge ?

L'examen de ces circonstances souligne que l'Amérique du Sud demeure, du point de vue financier, dans cette période « coloniale » dont les États-Unis sont maintenant sortis : ces derniers travaillent désormais avec leurs propres capitaux et sont même devenus des commanditaires internationaux, tandis que la section latine du nouveau continent continue de dépendre de l'argent d'autrui. Aux États-Unis, l'Ouest se trouve du reste, vis-à-vis de l'Est, dans une position analogue : le blé se cultive dans le Nebraska, les Dakotas, mais c'est New York qui prête le capital.

Le problème essentiel, dans ces conditions, n'est autre que celui des relations entre le créancier et le débiteur : il n'est pas au fond différent dans l'Amérique du Nord et dans l'Amérique du Sud, sous cette réserve qu'au Nord il est intérieur et qu'au Sud il est international. La dette, dont le montant nominal reste fixe, se paie

aisément, intérêt ou principal, [p. 79] tant que les prix montent, car alors son poids réel diminue ; c'est pourquoi l'emprunteur, au moment même où il emprunte, se plaît à se placer dans l'hypothèse d'une hausse indéfinie, que justifie du reste, dans un continent plein de promesses, l'expérience du passé. La jeunesse des continents comme celle des hommes, est pleine d'illusions, de confiance et de réalisations faciles : « Jeunesse du prince, source des belles fortunes... » Mais les créanciers, ne nous y trompons pas, n'ont de véritables garanties de remboursement que lorsque la tendance du marché est à la hausse. Quand la crise vient, entraînant une marée baissante, le déséquilibre entre la dette qui subsiste, rigide, et les prix qui s'effondrent, devient intolérable, et il faut en revenir, parfois sans ménagement, à un niveau général plus en rapport avec les possibilités immédiates. Des efforts, généralement vains, sont tentés pour relever artificiellement le cours des produits ; ou bien on se résigne au moratoire, qui cache mal la réalité, dès lors acquise, du défaut. Presque tous les pays sud-américains, sous une forme ou sous une autre, y ont [p. 80] eu recours. Une fraction du capital emprunté se trouve ainsi, de gré ou de force mais en fait, amortie ; la valeur nominale inscrite ne sera jamais payée. Pareille révision, quel que soit le nom qu'on lui donne, apparaît comme une condition, tôt ou tard nécessaire, de la mise en valeur, du progrès des pays nouveaux ; le poids autrement serait trop lourd pour de jeunes sociétés, pressées de vivre leur vie.

Si l'on considère la doctrine financière selon, laquelle l'Angleterre du XIX^e siècle a commandité le monde, on constate qu'elle tenait compte, en somme, de ces circonstances. La Cité savait très bien qu'une partie des prêts consentis par elle ne serait pas remboursée, ne pouvait pas l'être ; mais elle savait aussi qu'en contribuant à équiper des pays nouveaux elle préparait de nouvelles clientèles pour l'exportation britannique. Le capital anglais construisait tel chemin de fer argentin ou brésilien, mais c'est l'industrie anglaise qui fournissait les rails ou les locomotives. Quelquefois l'argent investi était perdu, mais l'activité nationale était stimulée et la richesse générale du pays prêteur accrue : il faut bien que dans [p. 81] une guerre, même victorieuse, il y ait, des blessés et des morts. Ainsi l'on faisait la part du feu, mais au fond l'optimisme demeurait le facteur dominant ; la prospérité d'aujourd'hui se fondait sur la prospérité mondiale de demain. L'Angleterre ne pouvait manquer d'en profiter, parce qu'elle demeurait, presque jusqu'aux années 1890, le seul grand fournisseur industriel de la planète. Dans cet équilibre du XIX^e siècle que l'on pourrait appeler victorien, le vieux pays commanditaire et les pays nouveaux commandités tiraient en somme du système des avantages réciproques, encore qu'individuellement certains intérêts demeuraient finalement lésés. Dans la période qui s'est déroulée depuis la guerre, les États-Unis ont joué, vis-à-vis de l'Amérique du Sud, un rôle analogue à celui qui avait été celui de l'Angleterre durant les générations précédentes : l'afflux de capital a été plus brutal, plus massif, les affaires ont été moins bien étudiées ; d'autre part, virus qui n'existait pas dans la commandite européenne du XIX^e siècle, les arrière-pensées de domination n'étaient pas complètement absentes. Néanmoins, la [p. 82] coopération a joué à peu près de la même façon, puisque les exportations d'articles manufacturés ont suivi et presque accompagné l'apport des

capitiaux : une fois encore c'est l'industrie et, dans une certaine mesure, la banque qui ont bénéficié d'une opération d'ensemble où l'épargne essayait des pertes, parfois effrayantes.

Peut-être est-ce là le rythme selon lequel doit se faire la mise en valeur des continents nouveaux, au prix de sacrifices périodiques qui sont la rançon du progrès. Après les mises au point que nous appelons crises, il ne reste pas, dans le pays neuf, que des ruines, bien au contraire : les villes ont été magnifiquement aménagées (les capitales américaines sont les plus belles du monde), des routes ont été construites, des ports équipés ; les entreprises sagement gérées survivent, et les nationaux, plus souples parce que plus jeunes, se sont mis au diapason avec une étonnante aisance. Il est certain que des sommes considérables ont été dissipées, se sont évanouies dans des emplois sans lendemain ; mais dans l'ensemble le défaut ou le concordat qui le suit équivalent à un amortissement, draconien et rapide, dont l'effet assainissant ne peut manquer de se faire sentir. On sera prêt à repartir, avec de nouveaux commanditaires, qui seront là, disponibles, le jour où les prix remonteront.

[p. 87]

Chapitre III

L'ASPECT POLITIQUE

I

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons ici, selon notre observation du début, que, dans le Nouveau Monde, la géographie tend à unir ce que l'histoire tend à séparer. Par ses conditions de gouvernement l'Amérique latine est américaine ; elle demeure latine par plusieurs de ses réactions politiques : d'où une ressemblance avec les États-Unis parce que le socle continental est le même, mais, dans les procédés de lutte pour la conquête ou la défense du pouvoir, un rappel évident des mœurs ibériques. La combinaison de ces influences dans un type politique nouveau ne prend tout son sens que si l'on ne perd pas de vue la nature géographique de ces pays immenses et vides, ni la personnalité des acteurs, qui sont espagnols ou portugais, indiens ou [p. 88] nègres, métis, mulâtres ou zambos, quelquefois italiens, irlandais, basques, français ou turcs.

Tocqueville a traité de la Démocratie en Amérique. Quelque autre Tocqueville serait-il justifié d'écrire une Démocratie en Amérique latine ? Avec sa formation d'Anglo-Saxon du XI^e siècle, Bryce n'a pu se résoudre à classer les républiques sud-américaines parmi les démocraties : il s'agit en effet de constitutions qui n'assurent pas aux citoyens des libertés individuelles véritables, de républiques de nom qui sont souvent des dictatures de fait, de régimes qui oscillent entre l'anarchie et la tyrannie. Il est vrai que la Cité néo-latine n'a pas encore trouvé son équilibre et ne mérite que peu d'éloges ; mais la sévérité nordique et protestante est un mauvais état d'esprit pour apprécier avec sérénité ces formes simplistes de gouvernement, qui se sont modelées sur les nécessités d'un milieu brutal et ne sont pas sans exprimer, après tout, certains vœux secrets des populations.

La sympathie, chez l'observateur, vaut mieux ici que la condamnation, quelque justifiée qu'elle puisse être. Or, cette sympathie, au sens [p. 89] étymologique du mot, le Français l'éprouve en l'espèce plus naturellement que l'Anglo-Saxon, parce qu'un certain virus, propre à la politique des pays latins, existe aussi chez lui à l'état latent : s'il ne se défendait, il pourrait être sensible à la contagion. Le vocabulaire qui vient instinctivement ici sous notre plume nous porte à conclure qu'il s'agit d'une étude de pathologie politique, où le concitoyen du général Boulanger et des quatre sergents de La Rochelle ne peut se sentir aussi complètement étranger que le puritain fermement convaincu de sa propre justice.

II

Dans le domaine de la politique, le Nouveau Monde s'est révélé créateur : il a inventé le président.

Le trait essentiel des régimes politiques sud-américains, sans parler ici des États-Unis, c'est la prépondérance du président de la République. Dans les périodes électorales, quand on procède au renouvellement des grands corps ou des hauts postes de l'État, ce n'est pas l'élection des assemblées qui absorbe l'intérêt ; [p. 90] toute l'attention, toutes les passions se concentrent sur la désignation du président, non pour qu'il préside, à l'européenne, mais pour qu'il gouverne. Que ce chef s'impose par la force, qu'il soit plébiscité ou régulièrement élu, peu importe, la conclusion est toujours la même, c'est qu'il ne s'agit que de lui, de lui seul : il incarne en sa personne la notion même du pouvoir, de la souveraineté ; les ministres, ses ministres, ne sont que des commis, responsables seulement devant lui, simples reflets de sa personne et toujours révocables à sa volonté. Le véritable équivalent français, c'est le Consulat : l'Amérique latine est présidentielle au sens de l'An VIII ou de la constitution de 1852.

Cette conception présidentielle du gouvernement, qui fait contraste avec le parlementarisme de l'Europe occidentale, dépasse le cadre géographique de l'Amérique latine : elle s'étend, exception faite pour le Canada, au continent américain tout entier, qui de la sorte manifeste, ici encore, une singulière unité. Le président des États-Unis est en effet, ne nous y trompons pas, moins un collègue de l'hôte français de l'Élysée qu'un tribun délégué par le peuple, plébiscité [p. 91] par lui. Mais son pouvoir connaît au moins deux limitations : la résistance locale des États, qui s'exprime surtout dans le Sénat, délégation fédérale plus qu'assemblée législative ; puis l'interdiction, non écrite mais décisive, pour le président de solliciter plus d'une fois le renouvellement de son mandat de quatre ans. Cette double défense, contre la menace d'une autorité sans contrepoids, s'appuie sur l'existence d'une opinion publique non seulement vivante mais organisée : une tyrannie virtuelle est ainsi prévenue.

Dans les pays latins de l'Amérique, ces limitations, en dépit d'apparences contraires, ne jouent qu'à peine. L'autonomie des États ou des provinces existe bien en droit, elle peut même, sous certains aspects de leur gestion financière ou de leur organisation militaire, aboutir, comme au Brésil, à de véritables exagérations ; mais en fait le pouvoir central viole, comme il lui plaît, cette autonomie, par l'envoi d'*interventeurs*, commissaires arbitraires qui se substituent d'autorité aux pouvoirs locaux. La défense parlementaire n'est guère plus efficace : dès qu'un président fort se manifeste, [p. 92] l'expérience prouve que c'est lui qui « fait », légalement ou non, les assemblées élues ou soi-disant telles ; et celles-ci ne songent même pas ensuite à lui résister.

Quant à l'interdiction pour le président de solliciter la réélection, ou du moins de ne le faire qu'après l'intervalle d'un terme intermédiaire, la quasi-unanimité des constitutions sud-américaines – le Vénézuéla est la seule exception, – l'ont inscrite dans leurs dispositions, tant la nécessité se faisait sentir de limiter, au moins dans le temps, une autorité susceptible de devenir excessive : dans certains pays toute réélection est interdite, ailleurs on fixe un nombre maximum de « termes », ou bien la réélection immédiate seule est défendue sans que le nombre des mandats soit limité. Nous sommes, avec cette question, au cœur même du problème politique dans le continent américain. Je ne serais pas loin en effet de considérer l'interdiction – encore que tacite – du troisième terme comme la disposition essentielle du régime constitutionnel des États-Unis : toute velléité de consolidation du pouvoir présidentiel est en effet brisée par ce veto [p. 93] préventif, qui n'épargne ni un Grant ni un Théodore Roosevelt, Un instinct sûr enseigne ici au peuple américain que la liberté n'est pas mise en péril par l'existence d'un gouvernement fort, si celui-ci ne peut se perpétuer au pouvoir. Or, les constitutions de l'Amérique latine n'ignorent pas cette vérité d'expérience, et elles sont rédigées en conséquence, mais que de moyens de tourner la loi quand il n'y a pas d'opinion publique organisée pour la protestation ! On fera par exemple élire un homme de paille, sous le nom duquel on continuera de gouverner et qui ne sera qu'un intérimaire ; ou bien l'on détiendra la réalité du pouvoir sous quelque autre titre que celui de président : comme ministre ou comme chef de l'armée ; plus simplement encore on fera modifier les articles constitutionnels gênants, par des assemblées aussi serviles que celles qui offraient la couronne à Napoléon.... M. Garcia Calderon, ce Tocqueville des démocraties latines, estime à vingt années, la période normale des pouvoirs dictatoriaux de fait d'une forte personnalité politique sud-américaine : nous sommes loin des deux termes, de chacun quatre années, si [p. 94] parcimonieusement mesurés aux hôtes de la Maison Blanche, s'appelassent-ils Lincoln ou Wilson.

On voit où réside la ressemblance fondamentale entre les deux Amériques, l'anglo-saxonne et la latine : c'est que, de part et d'autre, l'accent est mis sur l'homme qui gouverne et non sur l'assemblée qui contrôle. En France, l'électeur s'exprime surtout dans le choix de son député, qui dans sa pensée sera essentiellement son défenseur ; il est rare que le simple votant soutienne de son approbation consciente et agissante le chef même du gouvernement : un Thiers,

un Clemenceau, un Poincaré, dans la mesure où ils expriment directement la nation, demeurent, dans notre personnel gouvernemental, des exceptions. Mais en Amérique, le prestige du contrôleur pâlit régulièrement, devant l'éclat de l'individualité qui commande. La raison est sans doute que, dans un organisme social neuf, les problèmes qui se posent, brutaux et simples, requièrent la décision rapide d'un exécutif énergique. L'assemblée répond déjà aux besoins d'une représentation plus complexe, où les préoccupations [p. 95] négatives se multiplient. L'Europe libérale du XIX^e siècle chargeait des Chambres élues de surveiller les gouvernements dont on voulait limiter l'arbitraire. Mais, aux États-Unis, par un processus contraire, c'est plutôt contre des assemblées incompetentes ou corrompues qu'on cherche à se défendre, en leur opposant la dictature de personnalités vigoureuses – maires, gouverneurs ou présidents, – qui s'appuient directement sur la délégation populaire. À l'exception du Canada, politiquement de tradition britannique (et je n'oublie pas en parlant ainsi le Chili du XIX^e siècle), il n'y a nulle part en Amérique de véritable esprit parlementaire : le régime consulaire est présent ou latent partout. Bolivar, instruit par l'expérience, justifiait ainsi cet appel à l'autorité : « Dans les Républiques, le pouvoir exécutif doit être le plus fort, car tout conspire contre lui ; tandis que, dans les monarchies, le plus fort doit être le pouvoir législatif, car tout conspire en faveur du monarque. D'où la nécessité d'attribuer à un magistrat républicain plus d'autorité que n'en possède un prince constitutionnel. »

[p. 96] L'exécutif s'épanouit donc, vigoureux, dans tout le continent américain, mais on voit qu'au Sud il ne connaît pas de véritable contrepoids. On pourrait faire des réserves – pour l'Uruguay, l'Argentine, le Chili parlementaire du XIX^e siècle – mais la réalité de ce fait capital demeure incontestable. L'histoire et la nature, du peuplement fournissent, semble-t-il, une explication de cette différence fondamentale. Il y avait aux États-Unis, dès le XVIII^e siècle, un peuple relativement homogène, issu de l'Europe anglo-saxonne ; c'étaient, principalement en Nouvelle-Angleterre, des protestants de formation calviniste, constitués en sociétés religieuses, accoutumés à gérer eux-mêmes soit les affaires de leur Église, soit celles de leur commune, qui s'en distinguaient à peine : une opinion publique, un esprit civique devaient naturellement se développer ainsi, fondement d'une démocratie, dans le sens anglo-saxon du terme. Les Espagnols catholiques du reste de l'Amérique étaient au contraire jalousement écartés par leur clergé de toute intervention dans la conduite de l'Église, et l'Espagne redoutait également de leur part toute aspiration [p. 97] d'autonomie dans le domaine administratif ou politique. Plutôt que d'un peuple il s'agissait du reste d'une aristocratie, ou si l'on veut d'une minorité conquérante, dominant ou exploitant une masse indienne ou métisse. Les hommes, dans ces conditions, demeuraient des individus, conformément à la tradition ibérique, sans devenir des citoyens ; leurs qualités restaient privées, sans s'épanouir en qualités civiques ; bref, il ne se formait pas, comme aux États-Unis, d'esprit public. Dans ce désert social la force naturellement primait, favorisant l'omnipotence du chef qui savait s'affirmer, quel que fût son titre, militaire ou civil. Depuis ces origines, la société sud-américaine, surtout dans la région andine, ne s'est en somme que peu modifiée ; et là même où

elle s'est transformée par l'afflux d'une immigration nouvelle, comme en Argentine, l'esprit initial est encore sensible. En dépit de ressemblances qui ne sauraient échapper à l'attention, l'histoire a déterminé en l'espèce deux destinées différentes.

Aux États-Unis, la puissance présidentielle est donc contrebalancée par des institutions [p. 98] légales, dont l'opinion publique ne tolérerait vraisemblablement pas l'annihilation : le rôle assumé notamment par le Sénat depuis la guerre en est la preuve. Il n'en est nullement de même dans l'Amérique latine, où l'on aboutit presque naturellement à l'abus de pouvoir. Le milieu, les précédents y incitent si normalement que l'arbitraire s'intègre sans peine dans un cadre verbal de légalité. Ce sont les constitutions elles-mêmes qui donnent au président le droit de proclamer l'état de siège, de suspendre les garanties constitutionnelles : sans doute ne peut-il le faire que « dans les circonstances exceptionnelles », mais on sait trop ce que cela veut dire !

Or, proclamer l'état de siège, suspendre les garanties constitutionnelles, ce n'est pas une simple formule ; cela signifie que, sans intervention du pouvoir judiciaire, en dehors même de toute incrimination, le gouvernement pourra expulser, exiler tout citoyen qui lui paraîtra indésirable ; il pourra de même arrêter discrétionnairement, enfermer dans une forteresse, déporter dans quelque île lointaine, genre Île du Diable, tous ceux qu'il lui plaira de déclarer [p. 99] suspects ou dangereux pour la sécurité de l'État, c'est-à-dire tous ses adversaires, politiques ou personnels, quels qu'ils soient. Est-il besoin de dire que la liberté de la presse ou de la parole ne subsisteront qu'autant que l'exécutif le voudra bien ? La carrière ainsi ouverte à la fantaisie ne paraît cependant pas encore suffisamment large à certains, qui violent sans vergogne ce qui peut rester de textes constitutionnels : l'histoire politique, même la plus récente, de la plupart des pays de l'Amérique latine est pleine de ces violations, dont on ne peut même dire qu'elles soient cyniques, parce qu'elles semblent se pratiquer le plus simplement du monde.

Nous touchons ici au point réellement malsain de l'organisme politique sud-américain : le manque de respect pour la légalité. Nulle part cependant on ne parle plus abondamment, plus éloquemment, plus savamment même du droit, de la loi, de la Constitution. La langue espagnole, oratoire et lapidaire, se prête si bien à ces affirmations doctrinales qu'on se demande si le simple plaisir, presque physique, de prononcer des mots sonores ne se suffit pas, [p. 100] en l'espèce, à lui-même. Victor Hugo, cet Espagnol, inventait des noms propres magnifiques qui ne signifiaient rien : c'était par pure volupté verbale, parce que ces mots somptueux « sonnaient » bien. Nous autres Français, qui avons pied sur la Méditerranée, nous pouvons comprendre cela ; par Hugo, dont je suis le concitoyen, ce mécanisme de l'esprit espagnol, qui dissocie le verbe, m'apparaît très clair. Mais l'Angleterre, ancêtre des pays constitutionnels, n'a même pas de constitution écrite ! L'Amérique latine, elle, n'en a que trop, parce que le texte libère les consciences plutôt qu'il ne les lie et que l'on se satisfait de ce qui est écrit, sans trop se préoccuper de ce qui est. Je n'ai jamais tant entendu parler de constitution que dans ces pays où la constitution est journallement violée. D'éminents juristes

discutent, sérieusement et consciencieusement, la signification de textes dont les politiciens se moquent, et, si l'on sourit, les docteurs pointent du doigt les articles qui sont la garantie du droit. La loi n'a de majesté que dans les mots. Avouons-le, c'est, en fin de compte, la force seule qui compte.

[p. 101]

III

Pourquoi cette tentation de l'arbitraire, de l'abus de pouvoir, cette séduction de la tyrannie, qui paraît irrésistible chez les Latins du Nouveau Monde ? Pourquoi surtout cette extraordinaire âpreté à se maintenir au pouvoir, à s'y perpétuer, même quand les délais légaux sont épuisés ? C'est, semble-t-il, que dans ces pays la pratique du gouvernement comporte trop d'avantages personnels pour ceux qui l'exercent, et surtout pour leurs amis. Le nouveau chef de l'État nommé librement et sans la moindre restriction, c'est-à-dire arbitrairement, à tous les emplois ; il renvoie la clientèle du gouvernement précédent pour la remplacer par la sienne propre, qui a les dents d'autant plus longues qu'elle a plus longtemps attendu ; les professeurs, les officiers eux-mêmes sont entraînés dans cette rotation, car il n'existe pas de corps de fonctionnaires stables, possédant des statuts qui protègent leurs droits : toutes les nominations sont donc « politiques », dans ces régimes où la conquête du pouvoir est, par soi seule, un programme qui se suffit. Si le [p. 102] président est sans scrupules, ce ne sont pas seulement des postes qu'il distribue, mais des concessions ou des privilèges financiers de toutes sortes, qui enrichiront rapidement leurs bénéficiaires. La loterie, dont on sait la popularité dans les sociétés latines, devient enfin le plus efficace instrument de règne, quand les amis reçoivent au-dessous du cours, à chaque émission, un certain nombre de billets qu'ils repassent ensuite aux agences. Tant que la surveillance des assemblées ou de l'opinion demeure vaine, c'est-à-dire tant qu'on est puissant, l'immunité est assurée. On conçoit, dans ces conditions, que les occupants du pouvoir tendent à s'y incruster.

L'erreur serait ici de chercher des explications trop subtiles : au fond tout cela est, le plus souvent, brutal et sans doctrine, et il s'agit moins de politique, au sens élevé, que d'appétits. Napoléon disait qu'une révolution c'est une idée qui a trouvé des baïonnettes. La définition n'est pas suffisamment terre à terre pour les révolutions sud-américaines, parce que trop souvent l'idée est absente de ces mouvements, qui visent surtout la conquête élémentaire [p. 103] du pouvoir ou bien ne sont que la protestation, devenue irrésistible, contre un régime devenu intolérable. Cependant il faut toujours, là comme ailleurs, trouver des baïonnettes, ou du moins s'assurer que les baïonnettes demeureront neutres et laisseront tomber le pouvoir qu'il s'agit d'abattre. Tout aussi bien que les conjurés, les gouvernements qui se défendent savent cela. Ils ont, dès le début, usé de parades

préventives devenues classiques : les remplaçants éventuels, on les a gagnés en les pourvoyant, s'ils sont puissants ; ou bien des postes d'ambassadeurs ont couvert pour eux un exil doré ; d'autres ont été déportés dans des enceintes fortifiées, expulsés sans ménagement ou simplement jetés en prison, presque toujours par mesure de haute police, sans le moindre jugement. Les constitutions affirment et revendiquent les libertés imprescriptibles de l'individu, mais, contre celui qui détient l'épée, rien ne saurait prévaloir. Il convient seulement de se souvenir, comme le recommande l'auteur du *Prince*, « qu'il faut gagner les hommes ou les tuer », car toute solution intermédiaire qui laisserait subsister des adversaires irréconciliables reste grosse de périls différés. Dans ce jeu, les conseils de bon sens de Machiavel, si simples, retrouvent toute leur fraîcheur.

Nous voici donc ramenés, par une leçon dont la logique est implacable, à ce facteur décisif de la force. Ailleurs, ce secret ressort de tous les gouvernements s'entoure d'un triple matelas d'hypocrisie, mais ici le système laisse voir la corde. D'où le rôle primordial de l'armée, de la police, dans les luttes politiques sud-américaines. En l'absence d'un esprit de légalité agissant et d'institutions civiles ayant leur vertu propre, il faut bien constater que, presque partout en Amérique latine, l'armée est la seule force sociale organisée. L'État est donc à la merci de cette force, qui protège la société contre le désordre, mais qui pourrait aussi se retourner contre lui. C'est une vérité d'expérience qu'en Amérique du Sud on pourrait à la rigueur gouverner sans l'armée, mais non pas gouverner contre elle.

Les armées sud-américaines sont de qualités fort différentes. Certaines d'entre elles ont ou avaient atteint, sous la direction d'instructeurs étrangers, un niveau technique et moral élevé. [p. 105] Les officiers, souvent distingués et capables individuellement, comprennent vite, apprennent intelligemment ; l'élite, parmi eux, possède de belles possibilités d'éducation militaire. Il existe cependant partout un virus intime, la tentation latente de l'intervention politique, et il faut avouer qu'à l'exception de certaines périodes de redressement toute l'atmosphère ambiante y invite. Si en effet les chefs militaires sont placés près du pouvoir, l'intrigue les guette ; s'ils sont au contraire détachés dans des garnisons lointaines, la politique locale les pénètre comme par endosmose, et les voilà tentés de prendre parti, soit pour telle province contre telle autre, soit pour le clan des mécontents contre celui des satisfaits, ou *vice versa*. Il arrive du reste que leur désir d'action politique soit désintéressé, ou croie l'être : ils pensent sauver la patrie, défendre l'ordre social, dont ils se sentent non sans raison responsables, à la place de gouvernements incapables ou corrompus, qui ne font pas leur devoir. Grands chefs militaires ou simples commandants d'unités ont du reste fréquemment ce sentiment d'ancien régime que l'unité qu'ils commandent leur [p.106] appartient, et ils sont d'autant plus enclins à le croire que sous-officiers et soldats les suivent d'habitude sans discuter. Les hommes en effet sont ordinairement des illettrés, presque toujours indiens ou métis, qui marchent sans chercher à comprendre et simplement parce qu'on leur commande de le faire. Les sous-officiers, de formation professionnelle plus sérieuse, demeurent également, dans la plupart des cas, de simples gens de métier, sans tendances politiques

indépendantes ou même conscientes. Les uns et les autres sont des instruments entre les mains de leurs chefs. Le jour où il en serait autrement, où par exemple les sous-officiers prendraient, de leur propre aveu, des initiatives politiques, d'accord peut-être avec tels syndicats ouvriers, une page aurait été tournée dans l'histoire politique de l'Amérique du Sud, parce que les mouvements militaires risqueraient de tourner à la révolution sociale, selon la formule trop connue des comités d'ouvriers et de soldats. Certaines révoltes militaires, récemment déclenchées au Pérou, au Chili, à Cuba, contre l'aveu des officiers, ont effectivement présenté ce caractère inquiétant, [p. 107] mais en général on n'en est pas là. Jusqu'ici les intrusions militaires dans la politique, innombrables du reste, ont été presque toujours affaires d'officiers, la question étant de savoir au service de quelle politique, de quel parti, de quelle individualité la force armée accepterait de marcher. Se sentant nécessaire, il est bien naturel qu'elle songe à mettre des conditions à son appui.

Les problèmes du gouvernement ne se posent donc pas comme en Europe occidentale : bien plutôt, sauf quelques exceptions, comme en Turquie ou dans les Balkans. Les pays sud-américains sont énormes, à peine peuplés ; les communications, même aujourd'hui, y demeurent difficiles, parfois impossibles. Souvent la capitale – c'est le cas au Pérou, au Chili, au Brésil – ne communique avec certaines provinces éloignées que par mer ou par avion ; même quand il y a des chemins de fer, les trajets sont longs, interminables. Sans doute l'automobile, avec de bonnes routes, et surtout l'avion ont-ils apporté, dans la liaison, des facilités nouvelles, combien précieuses politiquement. On demeure néanmoins à la merci [p. 108] d'un blocus par mer, si la flotte se révolte, ou de la prise de quelque nœud stratégique de voies ferrées par des mutins. Il faut à tout prix préserver la liaison et s'en assurer les moyens.

Dans ces conditions, l'exercice du gouvernement se réduit à quelques opérations essentielles, à la fois simples et brutales. Il n'y a pas de sentiment de l'intérêt général, pas ou guère d'opinion publique, sauf dans de rares circonstances, quand on a poussé à bout la patience de certains groupes capables de se faire entendre ; les étrangers qui viennent exploiter les richesses nationales ne se soucient que de leur exploitation. Il faut surtout, une fois en place, s'y maintenir ; dès lors, régner et gouverner sont des notions qui se distinguent mal et tendent à se confondre. L'observateur européen, désaccoutumé de ces propositions simplifiées, retrouve avec étonnement des méthodes de gouvernement élémentaires, et sans doute éternelles, que la complication de nos sociétés modernes lui avait fait perdre de vue, mais qui demeurent cependant au fond le secret de tout le jeu. De quoi s'agit-il, selon la formule classique du maréchal Foch ? Tout [p. 109] simplement, d'occuper solidement la capitale, faible centre nerveux d'un trop grand corps, d'être représenté dans les provinces par des agents sûrs, dotés de moyens d'action efficaces, puis d'assurer la liaison entre le pouvoir central et les parties éloignées du pays, même les plus excentriques. Pour réaliser ce programme de gouvernement, deux conditions indispensables, qu'on pourrait résumer comme suit. Article premier : entretenir la force armée (armée et police)

et s'assurer sa fidélité en la payant bien ; article 2 : posséder les ressources financières suffisantes pour appliquer l'article premier. Tout le reste découle de là. Quand ces conditions primordiales sont remplies, rester au pouvoir n'est vraiment pas très difficile et l'on y fait à peu près ce que l'on veut ; mais les négliger serait fatal. Il y a donc, on le voit, un facteur de force, qui est le principal, mais il y a aussi un facteur d'opinion : le dévouement, l'enthousiasme des partisans. Pour l'un comme pour l'autre une base financière solide est indispensable et c'est par là seulement qu'on bâtit sur le roc. En effet, l'expérience l'a prouvé, quand la finance cède tout s'écroule.

[p. 110]

Le danger de l'appui prétorien est connu, c'est toujours le même ; la force armée, dans l'État, n'est qu'un moyen, mais ce moyen, tôt ou tard, est tenté de se considérer comme une fin. Quand les armées sont occupées, absorbées par quelque idéal national, la préparation d'une guerre par exemple ou bien le redressement militaire du pays après une défaite, cet idéal suffit à les détourner de l'intrigue politique, elles ont autre chose à faire. Mais que ce but se voile, s'éloigne, cesse d'être distinct, alors la noble carrière du soldat risque de n'être plus qu'un métier comme un autre : c'est alors que, dans les esprits devenus vacants des chefs militaires, le virus politicien s'insinue. Puisque l'État dépend en dernier ressort de la force, ce que nul ne peut ignorer, les hommes qui détiennent cette force, instrument de la souveraineté, ne vont-ils pas être tentés de discuter, de marchander les conditions de leur concours ? Ce concours, tel gouvernement le méritera, mais tel autre peut n'en être pas jugé digne par des officiers enclins à s'ériger en juges, d'autant plus que l'ambition personnelle n'est généralement pas étrangère à leur préoccupation. [p. 111] L'opposition du reste, toujours aux aguets, n'a pas manqué de susciter, d'exciter leur mécontentement.

C'est ainsi que sont amenés à se constituer, dans tel ou tel corps de troupe, des centres d'intrigue et de conjuration : on pense malgré soi à une formation de vibrions ! Tel colonel ou chef de bataillon tâte le terrain autour de lui pour chercher à savoir, s'il marchait contre le gouvernement, ce que feraient ses collègues, ses subordonnés immédiats, ou bien (élargissant le mouvement) les officiers du corps voisin : diplomatie subtile, qui vise l'obtention de leur appui, de leur sympathie, simplement même de leur neutralité, éventuellement suffisante ; mais on devine que la moindre imprudence, susceptible d'entraîner une dénonciation, risque de faire crouler toute la combinaison. Dans certains cas il s'agit d'un coup de main militaire : on s'emparera du palais présidentiel et, par les armes, on imposera un nouveau gouvernement. Il faudra s'être assuré la complicité du poste de garde, et s'il cède sans résistance l'opération s'achève pacifiquement ; mais s'il y a résistance, on tire, à coups [p 112] de fusil, de mitrailleuse ou même de canon : c'est alors l'affaire du public ou des curieux de ne pas se trouver dans la trajectoire, car le souci de la sécurité des « tiers » paraît alors totalement inexistant.

Souvent du reste la force n'aura même pas à s'exercer, elle n'a qu'à faire sentir sa présence. Qu'un groupe d'officiers, en mesure de parler au nom de l'armée ou même simplement de certains corps particulièrement influents, intime à tel président qu'il doit se retirer parce qu'il n'a plus leur confiance, celui-ci n'aura qu'à s'incliner, s'il ne peut toutefois s'appuyer lui-même sur d'autres troupes demeurées fidèles. En 1924, exemple entre cent, le président de la république chilienne a été renversé de cette manière, sur l'intervention d'une délégation d'officiers, qui étaient venus, dans son bureau même et sans passer par le ministre de la Guerre, lui présenter un ultimatum. Devant la menace, qui se fût éventuellement appuyée sur la force, le président ne put que céder, mais non sans s'être fait accorder par le Parlement un congé régulier et l'autorisation de quitter le pays, de telle [p. 113] sorte que la légalité pouvait à la rigueur passer pour sauvegardée. Mais qui aurait pu se laisser tromper par ces apparences ? Le magistrat évincé avait vu la pointe du stylet.

L'armée doit donc être constamment surveillée par le pouvoir, surtout les jeunes officiers, car ce sont des commandants, des capitaines, ambitieux et impatientes, qui s'agitent, plutôt que les généraux ou les colonels, d'ordinaire déjà pourvus, ou du moins calmés par l'âge. Un chef de gouvernement prudent aura donc soin de choyer l'armée ou bien de se constituer, à côté de l'armée, une police solide, bien tenue en main. Si les diverses armes ne sont pas d'accord, le gouvernement ne se maintiendra qu'en conservant les plus forts, les mieux placés pour intervenir, de son côté. La flotte, dans les pays dont les diverses parties ne communiquent que par mer, a possédé longtemps la clef de la situation, d'où ses interventions fréquentes dans la politique. Mais aujourd'hui l'on peut réduire les forces navales, du moins les intimider, par le bombardement aérien, de sorte que l'aviation tend à prendre une importance politique de premier [p. 114] plan. En 1931, au Chili, le président Montero –renversé depuis – n'a eu raison de la mutinerie navale que parce qu'il a pu disposer des aviateurs pour bombarder les marins. Mais si les aviateurs n'avaient pas consenti ?... Pareille histoire est peut-être au fond celle de plus d'un pays européen, mais ici le mécanisme est à nu et fonctionne en pleine lumière

IV

Le rôle joué dans l'Europe occidentale par les assemblées n'a pas d'équivalent en Amérique du Sud, parce que le génie du lieu n'est pas parlementaire. Les Chambres n'y tiennent généralement qu'une place secondaire. Quand elles prennent la première, ce qui peut arriver à l'occasion, les méfaits du parlementarisme sont susceptibles de devenir sans limites, car en fait d'arbitraire tout est permis. De là le caractère négatif des périodes de prépondérance parlementaire, là même où, comme au Chili, on en a fait l'essai le plus sincère, le plus durable. Après ces périodes, le besoin d'un gouvernement fort, soustrait à

l'instabilité ministérielle, [p. 115] reparaît, plus accentué encore : c'est comme une nostalgie présidentielle ou consulaire, qui révèle les besoins politiques profonds de ces pays. On tend alors, comme par une sorte d'instinct, vers une forme quelconque de gouvernement personnel : qu'il s'agisse de présidence légale, avec des chefs régulièrement élus qui se retirent à la fin de leur mandat, ou bien de dictatures arbitraires, avec des présidents de coup d'État, c'est le « personnalisme » que le continent sud-américain préfère. Un régime fort, incarné dans un homme, est au fond celui qu'il supporte avec le moins d'impatience, probablement parce que c'est, en dépit de ses abus, le mieux adapté aux nécessités ambiantes.

On aboutit ainsi, normalement, au régime de la dictature et, après des intervalles de réaction contre ses excès, on y revient encore. Depuis la guerre, les gouvernements de caractère dictatorial ont été particulièrement nombreux, mais leurs abus ont été tels que la plupart d'entre eux ont été renversés, par un concert de protestations irrésistible. Nous sommes donc à même, grâce à cette expérience [p. 116] toute récente, d'analyser non seulement les conditions qui ont permis ou provoqué leur établissement, mais encore les circonstances qui ont précipité leur chute.

Distinguons d'abord les dictatures civiles. Nous avons par exemple celles du président Leguia au Pérou, du président Irigoyen en Argentine, toutes deux renversées aujourd'hui. Dans le gouvernement de ces chefs, régulièrement issus de la faveur populaire, retenons ce fait essentiel que rien ne compte qu'eux-mêmes. « L'État, c'est moi », pourraient-ils dire : leurs possibilités d'arbitraire sont complètes, et d'autant plus que, mal disposés tous deux contre les aristocraties traditionnelles, ils sont au fond bien vus de la masse. Quant aux dictatures militaires, dont celle du président Ibanez au Chili est le type, elles portent le plus souvent au pouvoir des officiers de rang relativement modeste, colonels ou commandants (qui naturellement deviennent ensuite très vite généraux) : ceux-ci apportent au gouvernement l'esprit et la discipline de la caserne, le goût de l'ordre dans la rue, le dédain sincère des idéologues et des avocats. [p. 117] On les voit soigner leur armée avec le même amour, les mêmes puérides minuties que les rois de Prusse du XVIII^e siècle, constituer des polices supérieurement organisées, aussi dangereuses du reste pour le crime que pour la liberté, s'entourer de prétoriens qu'ils couvrent de privilèges. Mais, chose curieuse, dans la pratique du gouvernement civil, ces soldats s'entourent volontiers de civils, et ce sont ces derniers qui, en fait, gouvernent sous leur nom. Le militaire, qui souvent ne sait rien de l'administration des États, fait alors, aveuglément, tout ce que l'expert qu'il a choisi lui recommande de faire ; c'est même cet expert qui, se sentant tout-puissant, est le plus porté à abuser du pouvoir. Mais, qu'il s'agisse d'un Leguia, d'un Irigoyen ou d'un Ibanez, pourtant si différents, il est une chose qui reparaît toujours, l'arbitraire, et cela d'autant plus que les contrepoids ou bien font défaut ou bien sont systématiquement supprimés par le bénéficiaire de la souveraineté.

On voit alors la dictature évoluer de façon en quelque sorte inéluctable, en passant par des phases successives analogues à celles d'une [p. 118] maladie. Tout

d'abord, elle se rend compte très vite qu'elle ne peut se maintenir et fonctionner que sans contrôle, car elle ne survivrait pas à la discussion publique : son essence est de n'être pas discutée. Elle supprime donc, et doit supprimer, la liberté de la parole, de la presse, du Parlement. Comprendons bien du reste que la presse, la tribune, le Parlement peuvent fort bien subsister et subsistent en fait : c'est leur indépendance qui disparaît. Les journaux sont censurés, les assemblées sont « faites » ; elles se retrouvent composées exactement, à un représentant près, comme l'a voulu le gouvernement. Pareilles garanties de déférence ou de silence ne paraissent même pas suffisantes au dictateur : il lui faut encore prévenir l'idée même d'une critique, la formation d'une opposition, jusqu'à la naissance, même virtuelle, de quelque influence rivale de la sienne. De cette tâche la police se charge : les gens dangereux sont écartés, parfois emprisonnés, parfois même supprimés, ou bien tout simplement ils « disparaissent » Mais il ne suffit pas, pour durer, de prouver qu'on peut vivre. Un élément de prestige est également [p. 119] nécessaire : il faut donc que les dictateurs fassent une politique somptuaire, susceptible de gagner la faveur populaire, pour montrer qu'ils font quelque chose, pour justifier leur présence. On les voit donner des fêtes brillantes, entreprendre des travaux publics, surtout – c'est presque la règle – embellir leur capitale. Il faut pour cela beaucoup d'argent. Aussi est-ce surtout pendant les périodes de prospérité qu'on voit les régimes personnels prospérer et s'affermir. L'emprunt extérieur est alors facile, le capital étranger, comme nous l'avons montré plus haut, afflue ; il se répand comme une pluie bienfaisante sur les amis de la présidence, sur les amis de ces amis, sur les intermédiaires innombrables, et le peuple enfin peut s'imaginer qu'il en profite : c'est rarement auprès des masses que les tyrans sont impopulaires !

L'expérience de nos régimes impériaux nous l'a enseigné, un gouvernement d'autorité, s'il renonce au principe qui lui sert de fondement, est perdu : dans son libéralisme l'opinion ne verra que faiblesse. Le dictateur ne se laissera donc pas attendrir, il ne permettra ni qu'on le discute, ni que ses adversaires exilés rentrent [p. 120] à son insu, ni que l'armée faiblisse dans son dévouement à son égard ; surtout il s'arrangera, coûte que coûte, à ne pas laisser se relâcher sa politique de largesses financières. Si la manne des faveurs venait à se tarir, la fin, de toute évidence, serait proche. Je n'envisage même pas l'éventualité de laisser sans solde l'armée ou la police, qui équivaldrait à la mort sans phrase ! Cette condition financière est, en fin de compte, la condition décisive, et c'est pourquoi les crises économiques sont, pour les gouvernements d'arbitraire, une cause directe d'effondrement. L'année 1930-1931 a vu les régimes personnels sud-américains tomber, l'un après l'autre, comme des châteaux de cartes : ce n'était sans doute pas un hasard.

J'ai vu plusieurs de ces pays au moment même où ils sortaient d'une longue période de tyrannie. Les ruines morales que laissent derrière eux semblables régimes sont impressionnantes. On pense malgré soi, pour le transposer dans le domaine civil, au mot fameux : *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant*. Il ne reste plus d'indépendance ni d'habitude de l'indépendance, plus de cadres [p. 121]

pour reconstituer les partis, plus de groupes organiques, Plus d'institutions, plus d'hommes même, car l'élite a été systématiquement décimée. C'est le vide effrayant d'un corps politique d'où la vie supérieure s'est retirée. Tout est à reconstruire, et c'est une longue entreprise. Et cependant les dictatures, en Amérique du Sud, se révèlent comme des régimes de réalisation matérielle : elles laissent derrière elles des capitales modernisées et superbes, des routes qu'on pourrait qualifier de romaines, des armées équipées et disciplinées, des polices efficaces et techniquement impeccables, qui assomment les manifestants mais arrêtent les voleurs, ce qui a son prix. Dès que le désordre, l'incertitude reparaissent avec les gouvernements plus libéraux, c'est-à-dire moins stricts, qui leur succèdent, il se trouve des gens pour regretter la sécurité physique, le silence social de la veille.

M. Bryce, avons-nous dit, se refuse à classer les pays latins de l'Amérique parmi les démocraties ; il les assimilerait de préférence aux tyrannies de l'antiquité. On conçoit que ce grand Anglo-Saxon, formé par la tradition [p. 122] protestante et parlementaire, soit sévère pour ces formes de gouvernement que le libéralisme réprovoque : la liberté, cet idéal du XIX^e siècle européen, n'est pas en effet une plante américaine. Il faudrait se garder cependant de l'attitude hautaine du pharisien. Le Mexique de Diaz, le Vénézuéla de Gomez, le Pérou de Leguia, le Chili d'Ibanez sont bien évidemment des tyrannies. Mais, durant de longues périodes, l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil, la Colombie, et même en leur temps le Chili et le Pérou, ont connu des régimes respectueux de la constitution et, quoique toujours autoritaires d'instinct, basés dans une large mesure sur le respect du corps électoral, du moins sur l'acceptation des volontés d'un « pays légal ».

L'Amérique du Sud vient de traverser, depuis la guerre, une crise politique, qui a révélé au grand jour la persistance, chez elle, de germes malsains. Les organismes sociaux, comme les organismes biologiques, ont chacun leur façon propre de réagir : n'oublions pas que certains troubles répondent eux-mêmes à une défense instinctive de l'être vivant, qui cherche à s'adapter, à trouver son équilibre. Les tyrans [p. 123] austraux ne trouveront en France aucune complicité. Oserons-nous suggérer qu'ils étaient après tout représentatifs de quelque chose, ces présidents, si proches parfois du chef de bande, mais si conformes aussi à la tradition espagnole du cacique, au type si profondément sud américain du *caudillo* ? Et certains d'entre eux, un Irigoyen par exemple, ne se rapprochent-ils pas du *boss* irlandais, fleur authentique des États-Unis ? Par eux la société sud-américaine résiste à l'anarchie élémentaire d'un continent trop neuf, d'où les ferments de l'aventure et de l'exotisme ethnique sont loin d'être éliminés. Mais ce césarisme, parfois dégénéré, demeure démocratique en ce sens qu'il ne puise son autorité dans aucun privilège social : il demeure essentiellement « personnaliste », et c'est par là surtout qu'il exprime et représente l'instinct politique probablement le plus profond de ce continent.

V

Dans ces luttes pour la conquête du pouvoir que nous venons d'évoquer, ce sont les appétits individuels qui expliquent le plus de choses ; [p. 124] on risque de se tromper dès qu'on évoque les principes ou les programmes : sans doute en trouve-t-on la façade, mais elle ne recouvre que peu de réalité. C'est encore l'appétit individuel, quoique sous une forme plus collective, qui se dissimule derrière les rivalités des villes ou des provinces, si souvent (au Brésil par exemple) génératrices de révolutions. Cependant l'opposition des classes sociales, source profonde des luttes politiques, n'est pas absente ici plus qu'ailleurs, même lorsqu'elle demeure cachée derrière les intrigues des aventuriers et des profiteurs. Elle transparait même avec un caractère, en quelque sorte élémentaire, qui ne semble pas appartenir à notre temps et qui rappellerait bien plutôt la simplicité schématique des luttes sociales de l'antiquité. Ne retrouvons-nous pas en effet, dans l'histoire sud-américaine des trois ou quatre derniers siècles, et dans l'ordre même analysé par Aristote, ces étapes classiques : la royauté, la primauté des grandes familles, le démagogue qui soulève le peuple contre les riches, le tyran qui confisque l'État sous prétexte de le défendre, le retour des aristocrates sous la forme plus [p. 125] évoluée de la ploutocratie, quelquefois l'éviction des possédants ? Le parallélisme s'étend jusqu'au métèque et même jusqu'à l'esclave, qui subsiste en fait dans certaines régions lointaines des Andes.

Reprenons ces phases successives, dont le développement logique est frappant. Au début, c'est l'autorité absolue de la métropole, exercée par les vice-rois de l'époque coloniale. Puis, lors de l'indépendance et pendant plusieurs générations, l'influence politique dominante des grandes familles, maîtresses de la terre, parfois fabuleusement riches et dont le caractère patriarcal demeure, même aujourd'hui, visible et persistant. Il faut souligner à quel point cette formation aristocratique initiale a marqué la société sud-américaine : à l'exception du Sud, on ne trouve rien d'analogue aux États-Unis. Mais cette puissance dans l'État, que les grandes familles avaient si longtemps détenue par une sorte de privilège, est en train de leur échapper : leurs membres continuent sans doute de participer au gouvernement, on les rencontre dans les hauts postes de l'administration, de la diplomatie, de la politique, [p. 126] mais c'est de plus en plus à titre individuel. Ni au Chili ni au Pérou ce n'est plus un avantage électoral que de porter un grand nom. Dans la société, les affaires, le domaine de la culture intellectuelle, l'ancienne élite sociale maintient son emprise ; en politique elle est dépassée, une page se tourne.

Ce sont des classes moyennes, de formation récente, parfois assez fortement métissées, qui maintenant s'imposent dans l'État, soit à côté de l'ancienne aristocratie, qui les accueille par nécessité, soit contre elle. Ces nouveaux venus se sont poussés par la réussite matérielle, par le succès dans les professions libérales,

et ils se consolident socialement par l'autorité que donne l'argent ; avec les anciennes familles, auxquelles ils s'allient, on les voit former un commencement de ploutocratie. Par là, comme dans tous les pays, cette classe moyenne qui a réussi se manifeste conservatrice ; et, même quand elle est indienne par le sang, c'est contre l'Indien qu'elle travaille instinctivement, pour la suprématie de la race et de la civilisation blanche, dont elle partage la destinée.

Il y a là : une première étape de l'avance [p. 127] démocratique, mais une étape tempérée, quelque chose comme l'avènement d'une sorte de Tiers. En voici une nouvelle, où le peuple lui-même, l'authentique Démos, apparaît, excité, conduit par des démagogues de la tradition antique. Par dessus la tête des aristocrates ou des riches, l'agitateur populaire s'adresse directement aux masses, faisant appel à leurs jalousies, à leur soif d'égalité, à leur instinct de justice, c'est-à-dire de partage. Individuellement, les possédants de l'Amérique latine sont souvent charitables, généreux et bon, mais, en tant que classe, ils demeurent généralement incompréhensifs, parfois étonnamment réactionnaires : au Chili, au Pérou, leur attitude instinctive est encore celle de l'ancien régime, comme si ce n'était pas dangereux ! De ce fait le contact avec des revendications populaires de caractère social risque d'apparaître rapidement plein de péril : l'opposition se manifeste à nu entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas ; il ne s'agit pas en effet de l'accession d'un Tiers État, déjà socialement évolué, mais du peuple immense et amorphe. Mais quel peuple ? Ici, pas de généralisation [p. 128] possible, car ce n'est pas le même sur la côte atlantique, ethnographiquement renouvelée par l'immigration, et dans cette Amérique andine et Pacifique où, disons-le sans phrase, le peuple c'est l'Indien.

Dans l'Argentine, qui appartient au premier groupe, deux phases de colonisation sont visibles, une immigration moderne de type démocratique s'étant établie sur la côte puis progressivement vers l'intérieur, tandis que, près des montagnes, persiste une civilisation, plus proche de la vieille Espagne coloniale, venue non par l'Atlantique mais par le Pérou, et toute pénétrée encore d'éléments indiens. La région de Salta, au Nord-Ouest, conserve l'aspect péruvien ou bolivien. Même dans la Pampa, quand déjà la capitale n'était plus qu'une grande ville cosmopolite, le type romantique du *gaucho* a longtemps survécu, et il demeure représentatif du vieil esprit national, beaucoup plus que l'ouvrier syndiqué de Buenos Aires. Mais, le pays demeurant agricole et commerçant plutôt qu'il ne devenait industriel, c'est vers le type radical, et non pas communiste, que s'est orientée cette démocratie. En dépit [p. 129] de quelques grèves bruyantes, il s'agit moins d'ouvriers organisés dans le cadre du syndicalisme que d'un océan de petites gens, souvent d'attraction semi-bourgeoise, et dont la démagogie égalitaire peut bien être désorganisatrice, mais non pas révolutionnaire. Ajoutons que, le pays évoluant vers l'homogénéité ethnique, sans grandes rivalités de races, la position de la question politique est relativement simple.

Le président Irigoyen, renversé par la révolution du 6 septembre 1930, a représenté, depuis une vingtaine d'années, ce radicalisme, dont il fut le principal initiateur. De programme, dans sa politique, il n'en faudrait pas trop chercher,

sinon celui-ci que les places sont pour tous, ce qui ne va pas après tout de soi dans une société hier encore gouvernée par son aristocratie. Du reste, en fait de programme, c'est entièrement suffisant pour grouper un parti de force irrésistible, car pareil argument exerce sur les masses une action sentimentale énorme, surtout dans un pays où chacun est plus ou moins candidat à toutes sortes de places. Le radicalisme, dans [p. 130] ces conditions, n'est pas une doctrine, c'est plutôt un état d'esprit en même temps qu'une agence de placement ; c'est surtout, pour reprendre le mot de Gambetta, curieusement exact en la circonstance, l'avènement d'une « couche sociale nouvelle ». Les conservateurs, liés à des intérêts matériels plus anciens et plus organiques, traditionnellement accoutumés au privilège de gouverner, se préoccupent davantage d'une administration efficace, de bonnes finances. C'est contre le désordre, le gaspillage, devenu invraisemblable, du régime Irigoyen, qu'ils ont suscité et mené à bien la révolution pour la confisquer ensuite à leur profit ; on ne saurait s'y tromper, ils n'avaient pas, n'ont pas eu depuis la masse avec eux.

Depuis quand du reste, et dans n'importe quel pays, le peuple se soucie-t-il vraiment d'être bien gouverné ? C'est là souci de possédant ! Ce que le peuple préfère, ce sont les satisfactions de l'égalité ; il aime que les emplois ne soient pas le monopole ou le privilège d'une classe ; c'est l'erreur de tous les partis conservateurs de n'arriver jamais à comprendre cela. [p. 131] À cet égard le radicalisme argentin ressemble à la démagogie irlandaise des États-Unis : comme elle il est égalitaire, comme elle démagogique, comme elle catholique ; et, comme elle aussi, respectueux de la famille, de la patrie et même de la propriété, sous réserve qu'il s'agisse de petite propriété. Il n'y a pas là de péril social gros de catastrophe, car la démagogie sert, en l'espèce, de vaccin contre la révolution. Le danger serait plutôt dans des rechutes périodiques de désordre administratif, de gaspillage démocratique fatal aux finances, peut-être dans le nivellement de la propriété foncière, par une limitation des grands domaines.

Les démagogues du type antique sont plus dangereux sur la côte du Pacifique, parce qu'en éveillant le peuple à des revendications ce n'est pas seulement une démocratie qu'ils appellent à l'existence, mais en même temps le nationalisme obscur de la race rouge qu'ils contribuent à dresser contre la race blanche. Derrière la classe moyenne, rivale déjà partiellement satisfaite des vieilles aristocraties foncières, voici qu'apparaît la protestation [p. 132] éventuelle d'une plèbe, séculairement comprimée, qui est indienne. Socialement, ces pays du Pacifique sont encore féodaux, encore coloniaux, au sens de la colonie d'exploitation : quelques grandes familles possèdent le sol, mais c'est un prolétariat indigène, parfois en état de demi-servage, qui le travaille. Sur ce fond initial le capitalisme minier est venu superposer ses exploitations sporadiques, le plus souvent sous une direction aussi étrangère que si elle était issue de quelque autre planète : une mine des Andes, à 3 500 mètres de hauteur, souvent en pleine neige, avec ses ingénieurs américains, son personnel ouvrier indien logé dans d'immenses casernes, au bord de précipices béants, cela fait penser aux

monastères du Tibet, mais aussi aux imaginations de quelque cinéma déchaîné ! Il y a bien là deux humanités différentes, dont l'une est au service de l'autre.

La question sociale se complique donc d'une question de race, et la gravité de la situation c'est qu'elles se superposent : qui dit riche dit blanc ; mais le pauvre, le *roto*, c'est toujours un homme de race indienne ou si fortement métissée qu'on ne songerait pas à la classer [p. 133] autrement qu'avec les Indiens. Le développement récent d'un prolétariat minier, qui reflue sur les villes aux heures de crise, concentre et combine, un peu comme hier en Russie, des protestations anciennes et confuses issues d'aussi loin que la conquête espagnole et des revendications toutes modernes issues du capitalisme le plus actuel. Quand le démagogue, au nom de la justice, ébranle chez ces simples, à peine civilisés, le sentiment de leur droit, c'est un rôle de tribun qu'il joue, mais il déchaîne aussi, sans l'avoir toujours voulu, des aspirations nationales latentes, plus ou moins disparues de la surface depuis quatre cents ans.

On reconnaît là les deux éléments fondamentaux du bolchevisme d'exportation, l'agitation sociale contre les possédants, et l'excitation nationale contre le conquérant européen. Ce double ferment existe, au moins virtuellement, sur la côte du Pacifique, et il faut former volontairement les yeux pour ne pas discerner sa présence. Cependant la menace n'est que latente, et peut-être a-t-on trop parlé récemment de communisme sud-américain. Que l'Indien soit en train de reprendre conscience de son [p. 134] existence en tant que race, c'est certain ; et c'est d'autant plus facile à comprendre qu'il n'a jamais aimé ses conquérants : une campagne Indianiste, qui va de la littérature pure jusqu'à la politique, se poursuit non sans succès parmi les jeunes intellectuels de race indienne, ceux que les blancs appellent avec ironie les « Indiens de cravate ». Certaines universités, hier blanches, sont dès aujourd'hui conquises : les étudiants, le recteur nommé par eux, les professeurs relèvent de la race rouge, affirment leur volonté de retrouver sa tradition, longtemps voilée. Pareil mouvement, qui dans les villes est surtout intellectuel, correspond dans les masses à une obscure conscience ethnique : au Pérou par exemple, un candidat d'origine indienne bénéficiera, de ce fait, d'un avantage certain. Que cette évolution puisse conduire au désir d'évincer la mince élite blanche, soit de son ancien pouvoir politique, soit même de la propriété du sol, c'est vraisemblable ; le temps est même tout proche où, dans certains pays, ce programme serait possible. À la revendication de la terre se joindrait éventuellement la rancune contre le conquérant, dont après quatre siècles [p. 135] on n'a pas oublié l'éviction. C'est là vue d'agitateur. L'Indien, en fait, est passif, sans initiative ; c'est peut-être sous la forme d'une résistance à la Gandhi, de quelque non-coopération obstinée, que sa protestation serait la plus dangereuse ; on imagine même qu'elle pourrait être terrible. Il ne semble pas cependant que ce soit pour demain ; mais une consolidation délicate s'impose à la minorité blanche, si elle veut survivre effectivement en tant que classe dirigeante.

VI

Pourquoi les sociétés politiques de l'Amérique latine éprouvent-elles cette peine à trouver l'équilibre et la stabilité ? Rousseau, dans le *Contrat social*, en suggère, me semble-t-il, une raison : « Quand un gouvernement, écrit-il, est entre les mains d'un seul, alors il se trouve une trop grande distance entre le prince et le peuple, et l'État manque de liaison. Pour la former il faut donc des ordres intermédiaires.... »

Géographiquement en effet, nous l'avons montré, cette liaison entre les différentes [p. 136] parties de l'État ne s'assure qu'avec difficulté, dans un continent qui n'est pas à mesure humaine : les territoires politiques sont trop étendus, les établissements humains trop dispersés. Pour le fonctionnement raisonnable d'une démocratie, Rousseau souhaitait que tous les citoyens pussent délibérer dans une assemblée unique. Qu'eût-il pensé de ces superficies immenses, où certains postes militaires excentriques sont si loin qu'ils paraissent perdus au pays de la fable ? Pour maintenir une cohésion précaire, les gouvernements recourent à des procédés qui rappellent la guerre plus que la politique. Le vide, dans ces conditions, devient un obstacle aussi sérieux qu'ailleurs le surpeuplement.

Plus grave encore est le manque de cohésion sociale. Entre un exécutif, indépendant du fait de sa force propre, et la masse du peuple, généralement inorganique, il n'y a pas d'éléments intermédiaires, sur lesquels une autorité saine puisse normalement se fonder : c'est autour du gouvernement, le vide moral, pendant du vide géographique. L'État ne peut en effet s'appuyer, ni sur une aristocratie foncière en [p. 137] déclin, ni sur des classes moyennes insuffisantes en nombre et en culture, ni sur les représentants du capital étranger, qui ne se reconnaissent pas solidaires de la vie nationale. L'absence d'institutions ayant leur vie propre, de groupements sociaux forts d'une longue tradition se fait sentir davantage encore : les fonctionnaires, sans cesse renouvelés par un *spoils system* implacable, ne sont pas constitués en corps possédant leur doctrine, leur responsabilité ; les universités, périodiquement bouleversées dans leur personnel par les crises politiques, ne réussissent pas à conquérir l'autorité morale qui leur permettrait de résister aux abus. L'arbitraire, dès lors, ne rencontre pas de digue susceptible de limiter ses effets ; la presse elle-même, pourtant remarquable par sa valeur technique, peut à tout instant être réduite au silence par l'état de siège. On ne se trouve donc en présence que d'individus cherchant à tirer des circonstances le meilleur parti : en face d'eux l'armée, seule force sociale organisée, en arrive aux heures de trouble à se confondre avec l'État lui-même. Celui qui dispose de cette arme dicte ses conditions. [p. 138] On pense malgré soi à quelque grande plaine, sans contreforts naturels, où les inondations se précipitent sans qu'aucune résistance efficace leur puisse être opposée ; et l'on mesure, par comparaison, le

degré avancé d'évolution auquel sont parvenues des sociétés politiques comme la nôtre, où l'ordre social existe en dehors de l'autorité gouvernementale, au point même de pouvoir survivre quelque temps à sa carence. Dans l'Amérique du Sud la société demeure inorganique, et c'est pourquoi le gouvernement, même s'il est instable, ne peut jamais se dispenser d'être fort. Sans doute en serait-il autrement si les « ordres intermédiaires » recommandés par Rousseau venaient à se constituer. C'est peut-être une question d'âge dans la vie des sociétés.

Le mal vient ici d'une simplicité de structure excessive, qui prolonge en beaucoup d'endroits l'atmosphère de la période coloniale, alors même que, depuis un siècle, l'esprit national le plus passionnément indépendant s'est affirmé pour toujours. La civilisation raffinée de l'élite, qui nous charme, n'est souvent qu'une frange, qu'une mince écorce, réduite encore par [p. 139] l'absentéisme ; l'esprit d'aventure, d'anarchie, de violence du passé colonial subsiste par derrière. Et c'est là que reparait aussi l'absence d'esprit civique de ce peuple magnifique dans ses ressources individuelles qu'est le peuple espagnol. Son individualisme poussé jusqu'à l'anarchie, son incapacité de se soumettre à une discipline aboutissent à l'admiration passionnée des personnalités fortes. Mais ce n'est pas avec cet élément perturbateur, la personnalité, que l'on fonde le mieux la stabilité du gouvernement. Telle est la conclusion mélancolique à laquelle était arrivé Bolivar : « L'Amérique du Sud est ingouvernable ; ceux qui ont servi la Révolution – il entendait : l'indépendance ont labouré la mer. »

[p. 143]

Chapitre IV

LA CIVILISATION

I

[Retour à la table des matières](#)

Il ressort de ce qui précède qu'il est une certaine façon, proprement sud-américaine, d'envisager la production, l'échange, le gouvernement. Mais, après tout un siècle d'indépendance, on doit avouer que les influences du dehors demeurent primordiales.

La marque ibérique – espagnole ou portugaise – a surtout déterminé le caractère des hommes et l'atmosphère de leur vie. C'est à la France que les élites ont, du moins jusqu'ici, demandé leur culture intellectuelle. De l'Amérique du Nord enfin paraît venir, de plus en plus, l'organisation matérielle de l'existence, avec son outillage technique chaque jour plus complexe.

On peut donc penser que, si la civilisation sud-américaine doit se faire un jour, elle n'est [p. 144] pas faite. Sa personnalité ne sera complète que lorsque l'Amérique latine se sera donné elle-même une culture, tenant compte harmonieusement du sol et de l'histoire, lui permettant d'édifier, dans le Nouveau Monde, une Cité latine, au sens où Fustel de Coulanges a parlé de la Cité antique. C'est seulement alors que ces pays brillants, mais déréglés, seront à même de se donner un gouvernement conforme à leurs vœux et cependant compatible avec les exigences d'une civilisation développée.

II

La prédominance de la tonalité ibérique dans tous les pays de l'Amérique latine est frappante. On s'attendrait à trouver la couleur italienne, principalement en Argentine et dans le Sud du Brésil, où l'immigration italienne a été particulièrement dense. Si cette couleur existe, ce n'est qu'atténuée : le fond de teinte est espagnol ou portugais, – ceux qui connaissent l'Espagne et le Portugal ne peuvent s'y tromper. Ce qui pourrait menacer ici l'intégrité de la personnalité initiale, c'est moins tel afflux d'immigrants en provenance de quelque autre partie [p. 145] de l'Europe, que des influences locales ou bien exotiques, celle de l'Indien par exemple quand on approche des Andes, ou bien du nègre tant qu'on demeure sur les chauds rivages de l'Atlantique. Par là s'impose nécessairement une forte nuance « coloniale », dont l'effet serait à la longue, si elle venait à prédominer, la déseuropéanisation de cette partie du monde. Cette impression nouvelle que l'on ressent en débarquant aux États-Unis et qui vous révèle, dans un éclair, qu'on a désormais laissé derrière soi les vieux pays, combien ne l'éprouve-t-on pas, plus vive encore, dans l'Amérique du Sud. Avouons que, dès la péninsule ibérique, cet avant-poste, le travail de déseuropéanisation était commencé, avec la présence de l'Arabe en Espagne et le reflet du noir au Portugal.

Essayons d'évoquer le caractère hispano-américain, cette réplique latine et catholique de l'Anglo-Saxon puritain des États-Unis. Ce sont les deux grandes familles américaines des rejetons de la race blanche. Quel contraste ! L'Américain du Nord exprime et résume un ensemble de traits qui, s'appuyant mutuellement, convergent tous dans le même sens : [p. 146] activité, optimisme (sauf dans les brèves périodes où la crise le désarçonne), civisme, bonne volonté sociale, et puis, avouons-le, certaine tendance à une cordiale vulgarité, fille du succès et de la démocratie. Le Sud-Américain de formation espagnole se distingue au contraire par un fond de tristesse, que Babbitt sans doute ne connaîtra jamais ; l'indolence le guette ; s'il n'a guère de civisme, il est serviable, altruiste ; comme chez l'Espagnol, son moi se redresse instinctivement dans l'affirmation de sa personnalité, et l'on perçoit aisément quelque velléité de gloriole ; finalement, il lui sera beaucoup pardonné parce qu'il possède l'élégance et le sens du raffinement.

Pourquoi ces différences ? Il n'est sans doute pas impossible d'en discerner la source. Cette tristesse, à proprement parler romantique (car l'Amérique du Sud en est encore à l'âge romantique), c'est la déception de l'ambitieux, assez fin pour s'aviser de tout ce qu'il ne réalise pas. Babbitt, plus fort mais plus primaire aussi, n'avait pas, du moins jusqu'à la crise, connu ces doutes : c'est qu'il n'a, cet hôte du Middle West, ni le prestige de l'ascendance arabe, ni [p. 147] la lourdeur du sang indien. L'Amérique latine, avons-nous dit, est plus exotique. La réserve arabe, la

rigidité indienne se retrouvent, latentes, chez l'Argentin, le Chilien, le Péruvien ; elles corrigent ce qu'auraient éventuellement de facile cette *arroganzia*, c'est-à-dire cette vanité personnelle que le Sud-Américain possède en commun avec toutes les races de la Méditerranée : son exagération a donné naissance au type, semi-légitime, du *guarango* argentin, qui toujours veut paraître plus qu'il n'est... N'est-ce pas cependant l'une des forces des peuples du Sud que ce besoin de briller individuellement, de se distinguer parmi les autres, de primer ? Il y a là une esthétique, un système moteur de la vitalité, qui sont complètement étrangers à la mentalité anglo-saxonne.

L'indolence, d'où provient-elle ? D'une certaine Espagne peut-être, encore que l'Espagne contienne quelques-unes des races les plus travailleuses, les plus durables de l'Europe ; mais plus vraisemblablement d'un climat qui, à la longue, énerve et fatigue. Par contraste, le climat des États-Unis possède de tout autres propriétés : il excite l'activité, donne d'abord [p. 148] l'impression qu'on peut tout faire et même se surmener sans péril ; en même temps, subrepticement, il vous mine, vous use, et l'on ne s'en aperçoit qu'ensuite ; à la longue il recèle en soi un péril latent de déséquilibre moral et de stérilité, les Américains du Nord ne le savent que trop bien.

Peut-être l'absence d'esprit, civique est-elle le trait que l'histoire explique le mieux. Dépourvu du sens de la coopération sociale, fruit naturel du calvinisme, l'Espagnol est un individualiste forcené, mais négatif. Dans ces conditions, si le cadre familial est fort, le cadre social demeure faible : l'Espagne est le pays des individualités déchaînées, des actions personnelles par opposition aux réalisations collectives ; c'est surtout, et la ressemblance de l'Amérique du Sud est ici complète, le pays des relations personnelles. Un exportateur de Philadelphie s'étonnait devant moi qu'au Brésil, en Argentine, il fallût, pour gagner un client, commencer par s'en faire un ami ! Le « personnalisme » est en effet partout, et nous avons vu la place, presque pathologique, qu'il tient dans la politique. Chacun doit donc [p. 149] se tirer d'affaire par ses propres moyens, la famille fournissant toutefois un ultime refuge. La finesse sud-américaine s'entend à ces exercices, qui rappellent notre système D, mais on n'a pas l'impression que des assises sociales vraiment solides puissent se constituer de la sorte. C'est le danger des pays où les gens sont individuellement bien doués. Au lieu d'en appeler à l'effort, à ce *labor improbus* qui, paraît-il, peut tout conquérir, l'Hispano-Américain se fierait trop volontiers à l'intuition rapide qui devine, à ce *palpito* qui, dans un éclair vous fait tout comprendre, sans labeur et sans peine. Riches en génie, pauvres en talent, dit de ses compatriotes le fin psychologue Madariaga. Nous ne sommes pas sans connaître, nous aussi, ce virus secret des peuples latins.

En dépit de ces quelques réserves, le prestige de la civilisation espagnole (on doit en dire autant de la civilisation portugaise) s'impose. Son emprise sur le Nouveau Monde est extraordinaire. Partout où elle s'est implantée, elle subsiste ; à peine a-t-elle, depuis cinq siècles, reculé sur quelques frontières ; il n'y a guère de trahison de la part de ceux qui ont [p. 150] une fois vécu sous son signe. À la porte même des États-Unis, foyer éclatant d'attraction, Cuba est espagnole, le

Mexique aussi, dans la mesure où il n'est pas indien. Même à l'intérieur du territoire des quarante-huit États, des traces persistantes de civilisation latine demeurent imprimées en Floride, en Louisiane, au Texas, dans l'Arizona et le New Mexico, en Californie et jusque dans le Colorado. L'Espagne, entité politique, peut n'être pas aimée, être détestée même en raison de certains souvenirs, parfois bien proches (voyez Cuba !), mais il y a une façon hispano-américaine de concevoir la vie, à laquelle on ne renonce guère. Tout le prestige anglo-saxon du monde n'aurait pas aisément raison de cette préférence. La fierté nationale des Sud-Américains est faite en grande partie de cet attachement à la tradition espagnole (ou portugaise), toute idée de lien politique étant naturellement écartée ; mais elle comporte aussi l'orgueilleuse conscience qu'ils ont d'être américains, dans le sens où ce terme possède une portée continentale. Ce continent, par comparaison avec les autres, a vraiment une étonnante puissance d'absorption, [p. 151] d'assimilation ; il communique à tous ceux qui y vivent ou s'y établissent, jusqu'au dernier venu, je ne sais quel renouvellement vital ; il imprime en eux la conviction, pourtant si souvent démentie par les faits, que l'avenir leur appartient, que le Nouveau Monde est la terre promise, celle où il fera bon vivre. Aux États-Unis, l'immigrant est bien vite le plus américain des Américains : ses enfants auront honte de leur père étranger. L'enthousiasme n'est pas moindre chez l'immigrant en Argentine ou au Brésil. Avec quelle mélancolie tel de nos compatriotes, établi sur ces nouveaux rivages, ne doit-il pas constater que son fils ne parle plus français qu'avec mauvaise grâce, n'appartient plus dans son cœur au vieux pays !

La combinaison de ces deux influences, américaine et latine, dont l'une est géographique, constitue donc ici une personnalité nouvelle, aussi forte que celle des États-Unis. Dans la mesure où les pays sud-américains resteront blancs, c'est donc à la tradition latine qu'ils continueront de se rattacher. Ce serait une erreur, et nous le montrerons plus loin, de voir en eux une proie marquée pour l'absorption [p. 152] anglo-saxonne, dont les limites paraissent depuis assez longtemps atteintes. Qu'il y ait dans certaines zones, domination financière ou même protectorat politique à peine voilé des États-Unis, c'est évident, mais il ne s'ensuit pas que l'atmosphère latine doive disparaître pour cela. Deux domaines se sont constitués lors de la conquête de l'Amérique, à peu près aussi tranchés que dans le partage de l'Empire de Charlemagne : il ne semble pas que leurs limites, du moins en ce qui concerne l'allégeance des civilisations, soient destinées désormais à se modifier beaucoup.

Nous avons insisté sur la marque puissante et persistante de l'Espagne. C'est cependant vers la France que l'élite sud-américaine s'est tournée, au XIX^e siècle pour y chercher l'inspiration d'une culture.

Dans presque tous les pays de l'Amérique latine, l'élite est en effet française par la langue, le ton de la conversation la connaissance du français est généralement parfaite dans les rangs élevés de la société ; le « dernier [p. 153] salon où l'on cause », s'il n'était plus à Paris, pourrait être à Rio, à Buenos Aires ou à Santiago de Chili. Un conférencier français, devant un public sud-américain,

peut et doit parler exactement comme il ferait en France : pour peu qu'il ait des antennes, il sentira que les moindres nuances de sa pensée sont saisies avec aisance par l'auditoire. Le climat intellectuel est tout proche du nôtre ; ce n'est donc pas assez de dire, si l'on se réfère à ce milieu que l'atmosphère est latine : elle est française.

Il convient toutefois, pour éviter certaines désillusions, de distinguer ici la politique de la culture. On commettrait une erreur si l'on croyait que la sympathie pour notre culture entraîne nécessairement l'approbation de notre politique. Il est presque fréquent de rencontrer des hommes qui sont français d'esprit et qui cependant ne se classent pas politiquement parmi les amis de la France. Il faut reconnaître le fait et même admettre cette espèce de débrayage, en se disant que la civilisation et l'action politique évoluent dans des domaines connexes mais après tout distincts. Cette réserve faite on peut dire qu'il n'y a presque [p. 154] jamais hostilité politique irréductible quand l'atmosphère ambiante, est faite de sympathie, et c'est l'immense, l'incomparable avantage dont nous bénéficions en Amérique du Sud. Ce n'est, hélas, pas le cas partout dans le monde. Le Français qui n'est jamais sorti de chez lui vit dans l'heureuse illusion que partout on l'aime ou du moins que partout on l'admire. Il suffit d'avoir voyagé, notamment dans les pays anglo-saxons, pour rencontrer je ne sais quelle mauvaise volonté sourde et tenace, parfois à peine consciente, contre ce qui fait l'essence même de l'esprit français ; en dépit d'amis nombreux, souvent passionnés, il y a là un courant d'opposition qu'il faut remonter sans cesse. Comme, après cela, l'air que le Français respire dans ces pays d'allégeance latine lui paraît favorable, encourageant et léger !

Il serait dangereux de nous endormir sur ces lauriers. Ne perdons pas de vue que cette influence de la France sur l'Amérique du Sud, est une influence du XIX^e siècle : sous l'angle du libéralisme et du développement intellectuel de l'individu, elle continue, dans ces régions, [p. 155] l'irrésistible poussée de 1789. Mais il ne s'est jamais agi, de notre part, d'une conquête populaire, car notre clientèle se compose essentiellement des couches supérieures de la société. On devine par là les menaces qui pourraient éventuellement nous atteindre.

La première serait celle d'une démocratisation de l'Amérique du Sud, conformément à l'idéal matériel et quasi mécanique du XX^e siècle. Quand les peuples d'aujourd'hui se démocratisent – plus d'une expérience récente nous l'enseigne, – ils élèvent sans doute leur niveau de vie, leur *Standard of living*, comme disent les Anglais, mais la tonalité moyenne, par l'éviction des élites sociales, tend uniformément à devenir plus vulgaire. Or, pareille évolution ou révolution ne les rapproche nullement d'une France traditionnelle qui, quoique profondément attachée à l'égalité, a conservé, jusque dans ses couches populaires, je ne sais quel raffinement d'esprit et de goûts. Partout ou presque les élites sociales avaient été nos clientes, mais les masses, dans ces pays qui se transforment, ne peuvent que s'éloigner de nous. L'élite lisait nos livres, se faisait donner [p. 156] nos pièces de théâtre, buvait nos vins fins ; la masse parvenue, fréquentera les cinémas américains, lira des romans policiers traduits de l'anglais,

boira de la bière ou des alcools brutaux. Pareille transformation est en train de s'effectuer, et elle exprime sans doute une tendance de fond de notre époque. La France, à cet égard, est un peu démodée, et on nous le dit assez : l'établissement de la démocratie dans le monde ne se fait plus sous notre inspiration, C'est l'Amérique du Nord qui, depuis une vingtaine d'années, a pris la tête, dès qu'il s'agit de la démocratie du confort, et son matérialisme ne travaille pas pour nous. La passion spartiate et jalouse de la Russie des soviets détournerait peut-être plus encore les masses populaires du vieil idéal français.

La seconde menace, qui réside dans la mécanisation et la commercialisation de la vie, est à peine moindre ; elle est même plus directe, plus immédiate. Quand les pays, même latins, se mettent à l'école des méthodes américaines, il est naturel qu'ils se tournent vers les États-Unis. Un pôle d'attraction nouveau tend à se constituer ainsi, qui détourne de nous d'anciens [p. 157] disciples. C'est moins par goût que par nécessité. Tels jeunes gens de l'aristocratie sud-américaine, principalement sur le versant du Pacifique, qui naguère eussent fait leur éducation à Paris, vont maintenant chercher à New York, à Boston, en Californie, la culture financière ou technique des temps nouveaux ; leurs pères avaient parlé français, ils apprennent l'anglais, ou plutôt, pour dire la vérité, l'américain. À cela que faire ? Faudrait-il essayer de devenir nous-mêmes plus américains que les Américains ? Ce serait une vaine tentative, dans laquelle nous perdriions jusqu'à notre raison d'être.

IV

On vient de voir la ligne de partage entre deux influences, qui sont celles de deux siècles et de deux continents. La nôtre a représenté jusqu'ici l'impulsion du XVIII^e, du XIX^e siècle. Mais le monde est en train, ne nous y trompons pas, de se réorganiser sur le plan matériel américain, en employant ce terme dans son sens étroit d'américain du Nord. Quand désormais [p. 158] un peuple extra-européen entreprend de se rajeunir dans son équipement, c'est presque invariablement aux États-Unis qu'il va chercher ses leçons ; la Russie soviétique elle-même n'échappe pas à l'irrésistible attraction.

Nous assistons en effet à un renouvellement radical du mécanisme de la vie pratique et par conséquent de la vie sociale. Mais, si les inventions proviennent souvent de l'Europe, c'est en Amérique que leur mise en œuvre se fait de préférence. L'automobile, la radio, le cinéma, l'aviation, les formes innombrables de l'outillage électrique évoquent des images, des associations d'idées qui sont américaines ; et, sous réserve de quelques résistances, c'est la façon, de produire, de consommer, de se divertir des Américains du Nord, qui de plus en plus tend à s'imposer. C'est à dessein qu'un livre, désormais fameux, sur les États-Unis s'intitule : *Scènes de la vie future*. Il faut sortir d'Europe pour se rendre compte à

quel point cette emprise d'un système matériel de vie peut être omniprésente, irrésistible et même obsédante.

De ce fait, les États-Unis se trouvent être naturellement, en Amérique du Sud, les fournisseurs [p. 159] patentés de tout ce mécanisme. C'est eux qui fournissent, par une sorte de privilège reconnu, la masse des articles manufacturés de série ; s'agit-il d'organiser la production, de faire fonctionner avec ordre des services publics compliqués, c'est encore aux Américains qu'on a recours, comme aux techniciens incomparables de l'électricité, du pétrole, du gaz, de l'eau, des tramways, du téléphone ou du télégraphe. Leur prestige fait même qu'on les appelle comme experts pour remettre sur pied telles institutions administratives, financières, universitaires, dont l'équilibre est compromis. Au siècle dernier et même jusqu'à la guerre, c'est à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne, à la Belgique qu'on demandait surtout pareils services. L'Europe, par vitesse acquise, conserve du reste une large part de cette activité et elle est loin d'être mise hors de cause ; il se peut même que la crise, si sévère pour les États-Unis, rende aux vieux pays, par comparaison, quelque avantage, et d'autant plus que politiquement ces derniers ne sauraient plus porter ombrage. Il n'en reste pas moins qu'une sorte d'armature américaine tend à se [p. 160] constituer, où risquent de venir s'encadrer non seulement de grands services publics, mais les journaux, les institutions de progrès social et même certaines écoles de moyen ou de haut enseignement. Contre ce prestige, appuyé de fortes ressources de capital, il n'est pas aisé de lutter. Il faudrait, pour qu'il s'évanouît, que la fortune américaine s'effondrât.

Cette conquête pacifique est donc, en apparence, irrésistible. En réalité cependant elle pénètre beaucoup moins profondément qu'on ne serait tenté de le croire. Chacun adopte avec empressement, c'est entendu, les mécanismes divers de la vie moderne ; cinémas, radios, gramophones, téléphones se retrouvent jusqu'au sommet des Andes, en plein désert, et ce ne sont ni les plus blancs ni les plus civilisés qui montrent le plus d'enthousiasme pour ces nouveautés ; on est même étonné de l'entrain, du plaisir, de la souplesse avec lesquels des primitifs s'adaptent à ces formes nouvelles de l'existence, auxquelles rien ne les avait préparés. Nous pourrions aller plus loin encore et dire que ces néophytes apportent un maniement de la machine une agilité physique, [p. 161] une rapidité de réflexes que nos races, socialement plus évoluées mais plus éloignées aussi de la nature, ne possèdent plus : sur des routes étroites et vertigineuses, dépourvues de tout parapet, l'Indien des Andes conduit la Ford ou la Buick avec une absence de nerfs qui fait notre admiration.

La transformation de cette humanité – espagnole, rouge ou noire – par la machine nord-américaine va-t-elle beaucoup plus loin que cela ? On peut se le demander. En dépit de l'usage, tout superficiel, de cet outillage, l'âme sud-américaine demeure complètement réfractaire à l'influence anglo-saxonne, dont les États-Unis sont l'agent. Comme au Mexique, l'âme indienne se réserve, se renferme dans un quant-à-soi inviolable, dont l'hermétisme a quelque chose d'effrayant. Quant à l'âme espagnole catholique, elle se défend par l'Église, par la famille, par l'individu lui-même, dont la structure morale provient d'une formation

par trop différente. Ce sont autant de barrages qu'il faudrait une bien autre inondation pour emporter.

[p. 162]

V

Quelle peut être, dans ces conditions, la destinée de la civilisation sud-américaine ?

Il semble, tout d'abord, qu'elle doive persister dans son cadre catholique. À première vue, quand on constate le scepticisme des hommes, l'infériorité intellectuelle et morale de certains clergés nationaux, l'avenir de l'Église paraît menacé ; cependant on est toujours ramené à ce fait d'observation que l'Amérique latine continue d'évoluer dans le cadre romain : la religion est plus cérémonielle dans les pays espagnols, plus lyrique dans les milieux d'origine portugaise, où elle prête volontiers à des développements d'éloquence ou de poésie, mais l'atmosphère est partout, c'est incontestable, une atmosphère catholique. Le protestantisme, vigoureux dans certains groupes d'immigrés récents, est manifestement sans avenir dans un pareil environnement, parce qu'il n'est pas réglé sur le rythme spirituel ambiant. Comme en France, et pour des raisons peut-être analogues, c'est le catholicisme qui est la seule [p. 163] religion possible ; l'irréligion elle-même coule ses passions, ses arguments, ses réfutations dans l'armature catholique, dont elle ne réussit pas à s'évader.

La question est peut-être moins de savoir si l'Amérique du Sud demeurera romaine, ce qui ne fait aucun doute, que de savoir si le catholicisme sud-américain pourra se maintenir complètement à l'abri d'influences exotiques qui risqueraient de le corrompre. Du fait de la présence nègre et indienne en effet, des germes corrupteurs rôdent autour de lui et sont même au travail dans son sein. Partout où il y a des nègres – le protestantisme noir aux États-Unis n'échappe pas à ce péril –, il y a des velléités de spiritisme, de magie, de fétichisme ; le christianisme, au Brésil, est pénétré de ces superstitions, que la « couleur » entretient. Sous une autre forme, et comme au Mexique, il en est de même parmi les populations indiennes des Andes, chez lesquelles de vieilles traditions, recouvertes mais non supprimées, tendent constamment à reparaître, mêlant à la présence, parfois simplement plaquée du Dieu des Chrétiens, l'appel trouble des divinités [p. 164] antérieures à la conquête. Si l'Amérique du Sud était blanche, ethniquement homogène, ces poussées équivoques seraient négligeables : leur persistance nous rappelle, à la façon d'un avertissement, que la victoire de notre race, dans certaines parties de la planète, pourrait après tout n'être pas définitive.

Ayant admis le fait du catholicisme comme permanent, statutaire même pourrait-on dire, il ne saurait nous échapper que, comme dans tous les pays catholiques, les appels du libéralisme exercent, sur certains éléments de la société, une puissante action ; ils trouvent du reste dans l'arbitraire, dans la tyrannie des

gouvernements, une actualité constamment renouvelée. C'est un peu, surtout sur la côte atlantique, l'atmosphère de nos luttes politiques et religieuses du XIX^e siècle, qui se survivent avec leur romantisme, leur éloquence, leur verbalisme. Il s'y ajoute cependant quelques traits qui sont proprement américains.

C'est bien notre libéralisme traditionnel qui se retrouve dans la doctrine des juristes et des philosophes politiques de l'Amérique latine : leur pensée, leur méthode, la beauté, la fermeté [p. 165] de leur langue évoquent naturellement tels grands noms de la Restauration, quand il fallait défendre la liberté contre l'absolutisme et quand on croyait encore à la liberté. Les audaces du pouvoir sont trop fréquentes, trop impudentes surtout, dans les luttes politiques sud-américaines pour que la liberté, considérée en tant que principe, n'ait besoin d'être constamment défendue ou même simplement affirmée. La controverse, pour cause, est plus vivante que chez nous. Peut-être n'est-elle suivie d'aucun effet, risquant même de provoquer l'ironie par son inutilité : cette protestation des clercs est cependant plus noble qu'une cynique acceptation de la violence.

Le libéralisme prend un autre aspect, non moins important et encore familier pour nous, quand il se présente avec l'idéal du progrès humain, conçu et poursuivi en dehors de l'Église. Les francs-maçons du Grand-Orient, qu'il faut classer dans cette section, jouent dans l'Amérique latine un rôle analogue à celui qu'ils ont tenu dans notre vie politique et sociale du siècle dernier : leur protestation anticatholique se comprend dans un milieu [p. 166] formé par le catholicisme, et c'est ainsi que l'irréligion, idéaliste du reste, sort de la religion. Encore que le positivisme ait fini par revenir au rite et à la hiérarchie, c'est une inspiration analogue qui semble avoir du moins au début, attiré tant de Sud-Américains vers le comtisme. Tout cela est de chez nous, de notre XIX^e siècle, et nous n'avons aucun effort à faire pour comprendre l'existence, le succès de pareils mouvements, dans des sociétés où les notions d'Église, de rite, de liberté philosophique sont les mêmes que dans l'Europe méditerranéenne.

Avec les maçons du rite écossais, plus nombreux peut-être, nous prenons contact avec un courant de pensée différent, qui ne se rattache pas à la Méditerranée mais aux pays du Nord et aux États-Unis : hostiles, comme les autres francs-maçons, aux conceptions « réactionnaires » d'un catholicisme absolutiste, ils laissent percer l'inspiration protestante et américaine du Nord dans la qualité de leur civisme, dans la nature surtout de leur anti-cléricalisme, exclusivement, anticatholique et qui n'exclut pas le respect de la religion, C'est [p. 167] à cette tendance, déjà ancienne, qu'il faut joindre enfin le mouvement tout récent des *rotary clubs*, qui apporte tel quel, sans modification aucune et à la façon d'une présence physique vraiment extraordinaire, l'idéalisme primaire, tout pénétré de naïf matérialisme, des businessmen du Middle West américain. Babbitt est là en personne – je l'ai vu, – avec sa bonne volonté touchante, sa cordialité un peu vulgaire, son désir sincère de travailler pour le bien de l'humanité, sans laisser naturellement périliter ses affaires. C'est une importation étrangère, dans un milieu chimiquement différent ; mais, dans ces pays où l'arbitraire, la superstition,

la pauvreté, l'absolutisme religieux persistent, pareilles missions sont utiles, nécessaires.

Je crois bien qu'au fond le protestantisme sud-américain répond, lui aussi, à des besoins analogues, indépendamment de sa signification religieuse proprement dite. Dans la mesure limitée où il attire des vocations ou des sympathies vraiment autochtones, c'est largement son sens de la liberté, son désir sincère d'un progrès moral et social qui lui valent des [p. 168] disciples ou des adhérents. Dans une société où la politique est cynique, où l'Église est tentée de s'enfermer dans un cadre rituel trop étroit, sans préoccupation véritable du progrès humain, beaucoup d'esprits éprouvent une nostalgie sincère de la religion, considérée non pas sous son aspect hiérarchique ou rituel, mais du point de vue moral, au sens simple et noble de ce mot. Pareil besoin rappelle cette « libre-pensée religieuse » qui fut le vœu de tant de libéraux, tout proches du protestantisme, vers les débuts de la Troisième République. Il serait naturel que les membres de cette famille spirituelle gravitent vers l'Église protestante, mais celle-ci, en dépit de son énergique effort pour échapper à l'emprise anglo-saxonne, demeure malgré tout exotique, largement composée de descendants de l'immigration ou même d'étrangers, bref hors de l'axe national. Beaucoup de gens sont retenus par cet obstacle, dont on trouve la réplique atténuée dans certaine crainte instinctive que bien des Français, dégagés ou non du catholicisme, éprouvent à l'égard du protestantisme. On se rend compte alors que ces sympathisants [p. 169] puissent être attirés par des succédanés et en arrivent à aimer ce que contient d'idéalisme rudimentaire l'évangélisme social d'un Ford, l'optimisme d'un rotarien. J'ai compris mieux qu'ailleurs en Amérique du Sud, et justement en raison de certaines déficiences, que la philosophie sociale des États-Unis, comme celle de Monsieur Homais, mérite d'être considérée comme relevant de l'idéalisme.

On voit, dans ces aspirations diverses, que l'Amérique latine est travaillée par un idéal, mais qu'elle tient fermement, dans sa recherche, à ne s'écarter ni de sa tradition, ni de son génie. Pour se maintenir dans son axe, que l'histoire a déterminé pour elle, il lui faut évidemment résister à bien des tentations, éviter bien des attractions centrifuges. Qu'elle penche, dans certaines régions écartées, vers l'indianisme, et ce serait la civilisation occidentale elle-même qui risquerait de périlcliter ; qu'ailleurs elle laisse le sang noir prendre un ascendant excessif, et l'on risquerait de n'avoir plus effectivement qu'une Afrique derrière la façade, encore séduisante, d'une Europe coloniale ; qu'elle s'américanise, au sens de Détroit ou de Chicago, [p. 170] et l'on voit sans doute tout ce que le progrès matériel, le rendement social y pourraient gagner, mais on ne peut se défendre, si l'on est français, de quelque mélancolie, à la pensée de ce qu'y perdrait cette conquête si belle d'un effort millénaire, le raffinement latin. Par comparaison avec certaine élégance sud-américaine) les États-Unis, même au comble de leur puissance, laissent je ne sais quelle impression de civilisation plus fruste, où la politesse de l'esprit ne s'est pas élevée à la même perfection. L'élite brésilienne argentine, chilienne, péruvienne, chilienne le sait bien : c'est dans le cadre d'une double tradition latine – catholicisme et libéralisme – qu'elle souhaite construire,

sans oublier qu'il faut avoir un pied sur terre, et qu'ici la terre c'est le continent américain.

C'est justement à ce joint qu'apparaît le manque d'harmonie foncier, disons même le manque d'équilibré véritable d'une société qui n'a pu atteindre jusqu'ici ni sa maturité, ni même sa véritable majorité. L'indépendance politique, héroïquement revendiquée et conquise, n'a pas suffi pour la faire sortir de l'âge colonial. Sur [p. 171] certains points, nous avons montré lesquels, l'évolution est avancée : divers pays, en voie de devenir ethniquement homogènes, se rapprochent de nos conditions sociales. Mais ailleurs, et même d'une façon générale, la culture de l'élite, apportée d'Europe ou empruntée aux vieux pays, n'appartient qu'aux étages supérieurs de la société : il ne s'agit que d'une mince écorce de raffinement, plaquée sur des corps géographiques énormes, encore élémentaires ou chaotiques. Par leurs manières et leur esprit, les classes, peu nombreuses, qui forment l'aristocratie sociale appartiennent à notre temps et participent des conquêtes les plus récentes de la civilisation ; mais le soubassement humain est comme un bloc primitif, amorphe ou mal taillé. L'union n'est pas créatrice, parce qu'il y a superposition plutôt que mariage. De là cet aspect de société coloniale, où de suite apparaît l'horizon sang limite d'un monde non encore évolué, à peine gratté par l'action superficielle, de la civilisation.

Comme il est symbolique, à cet égard, l'aspect de certaines capitales ! À Rio, les quartiers du centre rappellent à s'y méprendre [p. 172] ceux de quelque cité méditerranéenne, avec une grandeur et un luxe que nous nous prendrions à envier ; un taxi, deux kilomètres, et vous voici devant la forêt vierge, avec des cases qui ne sont plus d'aucun temps, car elles perpétuent les conditions de l'humanité primitive. Plus forte encore est l'impression laissée par certaines grandes villes sur la côte du Pacifique. Lima par exemple peut sembler à première vue quelque grande ville espagnole, et c'est en effet l'Espagne qui lui a donné son cadre, sa forme, ses magnifiques proportions. Mais regardez donc autour de vous : vous n'êtes pas en Espagne ! Au bout de chaque rue quelle est cette montagne hardie, aride, implacable, qui forme l'horizon ? Quelque sierra de la péninsule ibérique ? Non, l'Ande elle-même, dont la masse, l'âpreté, la sauvagerie ne peuvent tromper. Et qui, sont ces gens dans les rues ? Des Espagnols, descendance des conquistadors ? Non, des Indiens, vêtus sans doute le plus souvent à l'européenne, mais dont l'aspect mongol évoque curieusement l'Extrême-Orient. Ethniquement, la conquête, l'assimilation ne sont point consommées. Dans ce cadre architectural européen, [p. 173] c'est très sensible et profondément impressionnant. L'apparence extérieure ne laisse d'abord rien voir qui soit particulièrement exotique : les grands magasins sont analogues aux nôtres, les automobiles révèlent des marques américaines, les cinémas sont ce qu'ils sont partout. Mais il y a dans l'air quelque chose qui alerte l'Européen, je ne sais quoi de rude, de trop pittoresque, à vrai dire de sauvage. À côté de l'hôtel élégant, au patio mystérieux, où vit sans doute encore quelque famille andalouse, cette étonnante boutique d'épicerie pourrait tout aussi bien être en Chine ; ce marché grouillant exprime, dans ses couleurs et ses odeurs, toutes les étrangetés

de l'Orient ; et surtout ces longues rues basses des faubourgs, qui se dirigent tout droit vers le désert, annoncent bien qu'on est hors d'Europe, c'est-à-dire dans un continent où l'homme, en dépit de sa puissance mécanique, n'est pas encore vraiment maître et vainqueur de la terre. En effet, à quelques kilomètres, je pourrais dire à quelques centaines de mètres des rues les plus animées, la nature indomptée reprend inexorablement possession du sol : à côté de maisons blanches et roses, [p. 174] qui semblent encore méditerranéennes, voici qu'apparaissent les petits murs de terre sèche, maigrement ombragés d'une végétation saharienne ; la rue qui se dirige vers la campagne n'est plus une rue, ni même une route, mais une piste poussiéreuse, comme en Orient, parcourue d'ânes et de petits chevaux, où l'on s'étonne presque de ne pas rencontrer la longue file des chameaux. Ainsi, sans transition, c'est la nature elle-même, invaincue, avec ses proportions d'élément. La civilisation n'est ici qu'une frange mince, sous laquelle perce la rude échine d'un continent qui ne s'est pas rendu.

Comment s'étonner dans ces conditions que la société politique soit dépourvue de cette maturité qui serait indispensable à la naissance d'une culture vraiment nationale ainsi que d'un régime de gouvernement digne de ce nom ? Il existe, nous l'avons vu, une tradition espagnole, et pour quelques-uns une tradition française dans l'éducation des esprits. Mais, de part et d'autre, l'origine est extérieure, alors que la source principale devait provenir du sol américain lui-même. Instinctivement, dans l'ordre économique, les peuples souhaitent [p. 175] l'autarchie ; c'est dans l'ordre de l'esprit qu'il faudrait aussi la chercher, quand on veut réaliser la véritable liberté politique. Peut-être, dans ces conditions, le problème fondamental, d'où dépend l'établissement d'un régime politique harmonieux et durable, n'est-il autre que la naissance d'une culture autochtone. Nous en voyons bien les éléments, mais ils sont épars. Il y a là une tâche immense dont, les meilleurs des Sud-Américains sentent impérieusement l'appel.

FIN